



# LO

JANVIER-FÉVRIER 1996

258 • 3,95\$

DOSSIER

les artistes **visuels** en survivance

## PICASSOs OU PIQUE-ASSIETTES ?

PORTRAIT

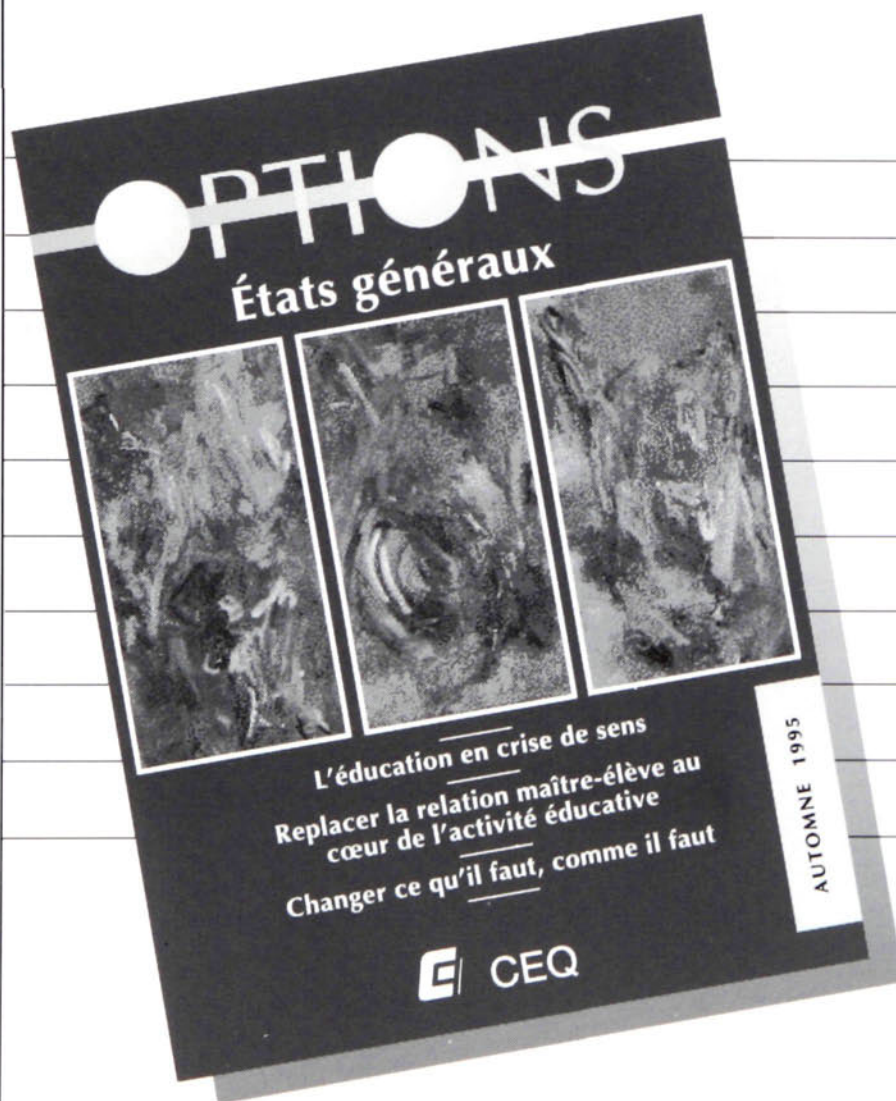
jeune chanteuse au long cours

### EMELINE MICHEL

«AYITI PÉYI SOLEY»



# UN NUMÉRO SPÉCIAL D'OPTIONS CEQ CONSACRÉ AUX ÉTATS GÉNÉRAUX SUR L'ÉDUCATION



Des textes de  
Antoine Baby  
Lise Bissonnette  
Charles E. Caouette  
Marie Mc Andrew  
Jean-Pierre Proulx  
et de plusieurs  
ressources de la CEQ  
et du monde  
de l'éducation

En vente dans les bonnes librairies et au Centre de documentation de la CEQ,  
1170, boul. Lebourgneuf, bureau 300, Québec (QUÉBEC), G2K 2G1.  
Téléphone : (418) 627-8888 - Télécopieur : (418) 627-9999.

**E/** CEQ

10



PHOTO: YVES PROVENCHE

ÉDITORIAL

4

ENTREVUE

10

• **Émeline Michel**  
**Jeune chanteuse au long cours**

Un jour, elle pose sa candidature à un concours de musique et est choisie parmi 200 concurrents-es pour aller étudier la musique à Détroit. Elle a à peine 21 ans et n'est encore jamais sortie d'Haïti. Elle passe près d'un an à se perfectionner, à regarder ce qui se fait. On lui offre la citoyenneté états-unienne, mais elle la refuse. «J'étais déçue», explique-t-elle dans un éclat de rire. «En Haïti, mon père nous racontait toutes sortes d'histoires sur les États-Unis et ça me faisait rêver. Il disait qu'en Amérique, les rues étaient pavées avec des 25 cents, qu'il suffisait de se baisser pour ramasser l'argent, que le ciel y était perpétuellement rose, etc. Quand je suis arrivée à Détroit, j'ai déchanté tout de suite...»

DOSSIER

20

• **Artistes visuels en survivance**  
**Picassos ou pique-assiettes?**

«Coupez dans la culture!» semble dire la population... Toutes disciplines confondues, la situation de la majorité des artistes est déjà à plaindre: instabilité, insécurité, insolvabilité. Dans le cas des arts visuels, praticiennes et praticiens frisent le point limite. Les planches de salut sont rares et l'on se bouscule dessus. Le plaisir de créer, les croisés-es de l'art le paient chèrement. Histoire de pigments et de pognon...

BILLET: Histoire de décroissance et de carottes	9
VIE ET CULTURE: Les quilles, <i>out and in</i>	16
CHRONIQUE INSOLENTÉ: Changement de garde	19
SUR LA PLANÈTE: Singapour surveillé	34
EN MOUVEMENTS: Les HLM	36

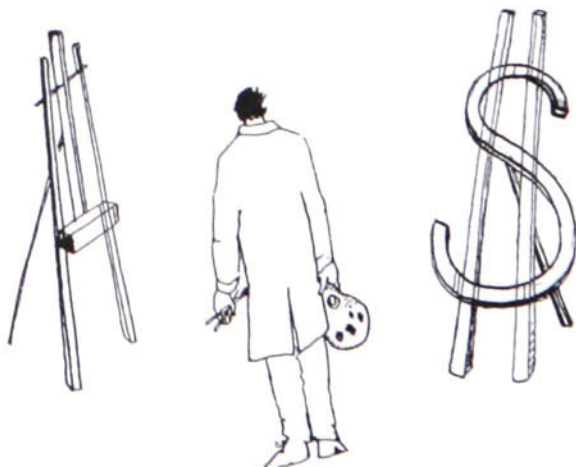


ILLUSTRATION: CHRISTINE MANTZAVRAKOS

20

# VO

VO est un magazine d'intérêt général et un magazine alternatif d'information, de réflexion et d'enquête qui traite des conditions de vie et de travail, des luttes, de la culture et des aspirations du monde populaire. VO s'adresse aux militants-es, aux intervenants-es des milieux populaires et à tous ceux et celles qui aspirent à des changements sociaux. Fondé en 1951 à titre de revue de l'Action catholique ouvrière, VO a évolué au fil des ans pour devenir un magazine indépendant, qui s'inspire des différents courants émancipateurs. Les articles publiés dans VO n'engagent que leur-s auteur-e-s.

**Conseil d'administration:** Daniel Beaulieu, Guy Biron, Anne-Marie Brunelle, Ginette Gaudreault, Yvan Noé Girouard, Clotilde Lemay, Monique Tremblay.

**Comité de rédaction:** Diane Brulotte, Guillaume Dostaler, Abdelhamid Gmati, Françoise Guay, Pierre Viau.

**Collaborations régulières et membres de comités:** Nicole Brais, Marie Constantineau, Guillaume Dostaler, François Gervais, Daniel Gingras, Pierre Hamel, Christine Nagl, Pierre Viau.

**Rédacteurs en chef:** Jean Robitaille et Daniel S.-Legault.  
**Coordination, promotion, publicité:** Jean Robitaille.

**Direction artistique, secrétariat de rédaction, comptabilité, montage des couvertures:** Daniel S.-Legault. **Gestion des abonnements et traitement de textes:** Ginette Gaudreault.

**Promotion:** Abdelhamid Gmati. **Mise en pages:** André Leclerc. **Représentation publicitaire:** Réseau international (514)722-7708.

**Édition:** Revue Vie ouvrière inc.

**Impression:** Imprimerie d'Arthabaska inc.

**Distribution:** Messageries de presse Benjamin

**Fréquence de parution:** 6 numéros par an

**Photo couverture:** É. Michel, par Yves Provencher.

**Grille de tarifs d'abonnement:** Individu ou groupe populaire:

23\$/an ou 40\$/2ans. Institutionnel: 32\$/an. Soutien: 35\$/an.

Étudiant ou sans emploi: 15\$/an. À l'étranger (par avion),

individuel: 30\$/an. À l'étranger (par avion), institutionnel:

40\$/an. Un numéro seulement: 5,35\$ (incl. frais de poste).

VO est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP). Le magazine reçoit une subvention du Ministère de la Culture du Québec. Ses articles sont indexés dans le répertoire analytique de presse *Repère*. Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN 0849-035X. Envoi de publication, enregistrement n°0220. Parution: n°258, 1<sup>er</sup> janvier 1996.

**VO: 1215 Visitation, bureau 101, Montréal (Québec), H2L 3B5**  
**Téléphone: (514) 523-5998, télécopieur: (514) 527-3403**

Tous les bilans de la dernière campagne référendaire ont été faits, sauf un, dont on pourrait tirer une leçon bien intéressante. Exceptionnel débat populaire, qui pourrait être renouvelé sur d'autres sujets.

Lorsque la population est consultée, elle avance...

La désaffection politique de la population est plus importante que jamais. Les gens ne se sentent pas représentés. Selon un sondage récent CROP-*L'Actualité*, seulement 4% font encore confiance aux politiciens-nes, un record historique. De plus en plus dans la population, ils sont «tous des pourris», «tous des crosseurs».

J'ai porté, durant la dernière campagne référendaire, un macaron partisan artisanal disant «Un pouvoir plus proche: oui». Restreignant probablement le sens du mot «pouvoir» à celui de l'État, évidemment oppresseur, les multiples réactions qui m'ont été exprimées évoquaient la PEUR du pouvoir. Et une dépossession complète du politique. Quant à avoir eux-mêmes plus de pouvoir, les gens s'y refusent, arguant spontanément que le pouvoir est dangereux!

Dans ce contexte, les changements ne pourraient apporter qu'une perte. Un tiens vaut mieux que trois tu l'auras. Les victimes de la société ressemblent aux victimes de naufrages qui développent avec l'instinct de conservation une manie compulsive, une rétention malade, ou la béatification du statu quo et la protection des acquis...

Les autres réactions tenaient du pari sportif. «Tu penses-tu qu'y peuvent gagner?!?» Les prédictions se font dans les mêmes termes que pour un match de hockey. À la troisième personne du pluriel. On ne peut rien influencer; il ne reste qu'à parier sur les résultats. Il ne reste qu'à gagner ses élections (ce qui constitue, au Québec, une tradition forte, nourrie historiquement à coups de patronnerie).

## LE DÉBAT DES CHAUMIÈRES

93,5% de participation, malgré un sujet souvent abstrait et maintes fois ressassé. La consultation référendaire d'octobre a été d'une telle envergure qu'elle a monopolisé l'attention et les tribunes. Pour le pire, et pour le meilleur.

Des gens se sont parlé qui ne s'étaient jamais parlé. Coin St-Denis et Mont-Royal à Montréal, une discussion spontanée, très pacifique, a fait boule de neige, suffisamment pour déborder des trottoirs et bloquer la circulation automobile. Des jeunes ont momentanément repris goût en un projet collectif. Une grande partie des personnes âgées ont fait mentir les statistiques et leur réputation en exprimant tout sauf la peur. Tous les lieux publics, snack-bar, transports en

# L'exercice référendaire national

## LA SAISON DES DÉBATS

### OU QUESTION DE POSOLOGIE

DANIEL S.-LEGAULT

commun, bars et cafés, sont subitement devenus des tribunes. Même chez ceux et celles qui se disaient exaspérés-es, le débat s'est rendu dans les lieux privés.

Les discours partisans ont dépassé de loin la rhétorique des comités-parapluie du OUI et du NON. Les (pseudo) arguments ont jailli. Le débat volait parfois haut, souvent très bas. Mais **un débat se faisait**, dans la population et non seulement entre initiés, experts et technocrates. Peu importerait le résultat, l'opinion publique a avancé. 93,5% de participation, malgré un sujet difficile, a été possible parce que la population s'est sentie concernée.

#### D'AUTRES EXERCICES

Il s'agit là d'avancées démocratiques dont nous pourrions tirer profit plus souvent. *Pourrions-nous profiter de d'autres consultations populaires semblables pour faire avancer d'autres questions? Sûrement.*

Faut-il rappeler les évidentes limites du genre? Certes, la participation n'est pas la démocratie, encore moins le contrôle. Elle peut parfois servir de justification officielle à la bureaucratie et au détournement politicien, cautionner et légitimer des gouvernants publics, surtout lorsqu'ils en déterminent les règles. Mais avons-nous le choix, vu les rapports entre la population et ses gouvernements, de ne pas redonner à l'État un rôle utile en le contraignant (et en le surveillant) à des consultations larges semblables?

Le seul acte démocratique large actuel<sup>1</sup> consiste à aller voter, ce qui veut de moins en moins dire quelque chose pour

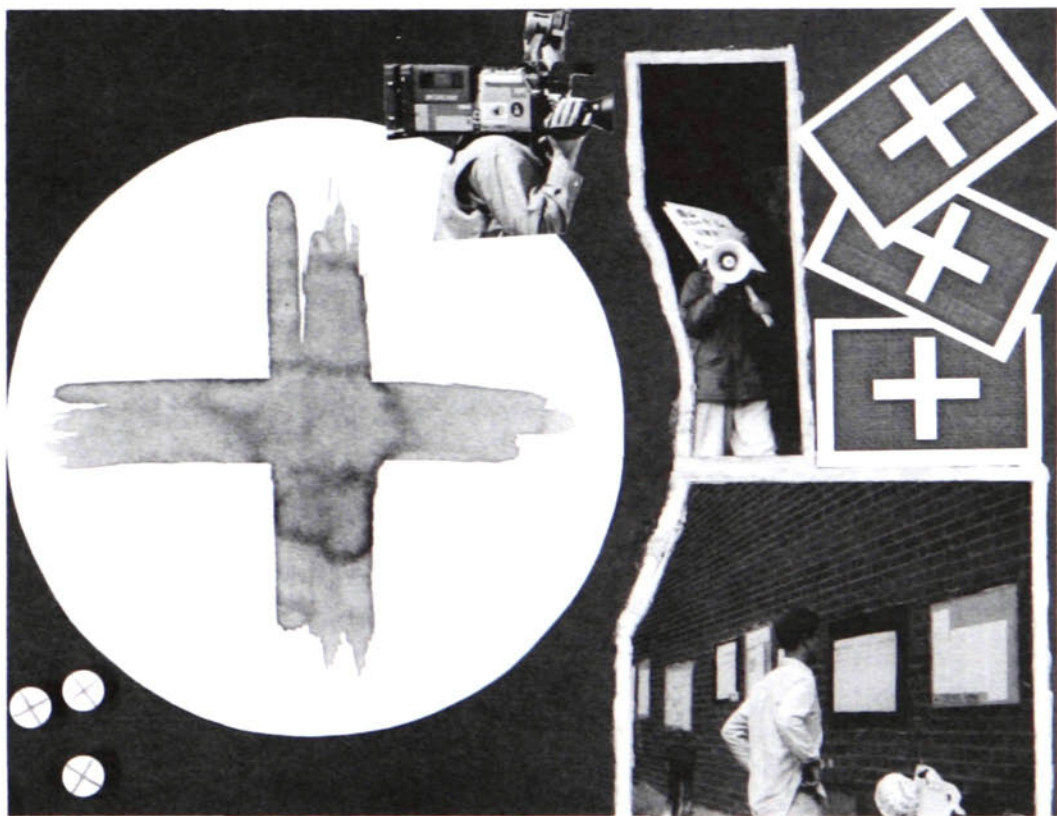


ILLUSTRATION DANIEL S. LEGAULT

les gens. Ce n'est pas des consultations, pourtant, dont ils ont soupé, c'est des élections, où le choix se fait entre rose bleuté et bleu rosé.

#### EFFETS, CONDITIONS ET SUJETS

Un exercice référendaire a des effets en deux temps. Pendant la campagne, par information et éducation, avec une prise de conscience et des changements de l'opinion publique (peu important les résultats du référendum lui-même). Après la campagne, quand les résultats impliquent des changements, et que des actions directes et indirectes peuvent être entreprises.

Un référendum monopolisant l'argent et le temps de la communauté, son sujet doit répondre à certains critères:



PHOTO: ERIC BOUVET

l'attention pour chacun. À tout moment, la population peut envoyer un projet de loi en référendum, avec 50 000 signatures le demandant (ou 100 000 dans le cas d'un texte constitutionnel), ou en convoquer un, sur un sujet quelconque.

Le sens civique y est fondamental, et la population, fortement politisée. Lorsqu'un référendum se pointe, les discussions vont bon train dans les chaumières; l'opinion publique est mobilisée. On trouve parfois cet exercice civique lourd, y sacrifiant en maugréant des dimanches après-midi pour aller voter. (Le taux de participation n'est parfois que de 20%.)

### LES COÛTS DE LA DÉMOCRATIE?

1. La question doit être susceptible d'**intéresser largement** les gens. C'est certain, par exemple, qu'au Québec, la région de Montréal connaîtrait plus que les autres l'effervescence d'un débat sur une question concernant le multiculturalisme. En plus des disparités géographiques, il faut se méfier de la technicalité de certains sujets.<sup>2</sup>

2. Le vote doit impliquer un **pouvoir décisionnel**. Contrairement aux sondages, un référendum doit engager les protagonistes. Un changement concret doit être proposé et exécuté si tel est qu'une majorité de voix le demande.

3. Les deux options doivent avoir un minimum de **soutien populaire**, ne serait-ce que pour assurer un débat vigoureux et pour susciter l'intérêt de la population. Référendum perdu ou gagné d'avance, un résultat trop escompté désintéresserait une grande partie de la population et ne permettrait pas un débat aussi étoffé par la diversité des intervenants-es.

4. L'enjeu doit être assez signifiant, d'une **certaine importance**. Certains sujets de référendums suisses ont un peu fait perdre de crédibilité au processus.

Plusieurs sujets, déjà controversés, pourraient faire l'objet d'un exercice référendaire: euthanasie, possession d'armes à feu, fiscalité, légalisation des drogues douces, légalisation de la prostitution, avance et recul de l'heure (!), l'armée dans un Québec indépendant, divers projets de loi...

### AU PAYS DES RÉFÉRENDUMS

La Suisse, avec 7 millions d'habitants-es (ça vous rappelle un autre pays?), 100 quotidiens, une scolarité relativement peu élevée, des écarts salariaux très faibles, un revenu par habitant relativement très élevé, un taux de chômage presque inexistant, est un exemple de démocratie participative, qui prévoit plusieurs référendums par année. Le modèle suisse nous enseigne toutefois de faire attention à ce que le nombre diminue l'intérêt: des référendums nombreux affectent

Parmi la populace on rétorque que des débats bi-polaires pareils divisent la population et «font des chicanes». La population est déjà divisée, souvent injustement: certains en profitent pour régner. On peut espérer que le Québec a dépassé cette époque où il était bien mal vu de parler de politique, source d'impolitesse, de haussements de voix, et de dérangements.

On s'objectera aussi rapidement qu'un référendum coûte cher. Celui du 30 octobre aura effectivement coûté 37 millions \$. C'est une organisation énorme, où chaque citoyen-ne est rejoint-e<sup>3</sup>, et où des précautions importantes sont prises pour éviter (ou plutôt diminuer) les fraudes et tordages de bras.

Il faut pourtant relativiser les choses. Les 34 Airbus achetés en 1988 par le gouvernement fédéral ont coûté 50 millions \$ chacun<sup>4</sup>. La perte de profits qu'Hydro-Québec doit absorber chaque année, par l'obligation d'acheter de l'électricité de petits promoteurs privés, nous coûte au moins 68 millions \$ par an. Bref, de quoi faire 2 référendums! La part du Québec dans les dépenses de la Défense canadienne? De 3 à 5 milliards \$. Le référendum du 30 octobre aura coûté 5,28\$ par habitant, soit 0,1% du budget du Québec. 37 millions par année pour développer un sens civique, c'est peu.

### UN RENDEMENT ÉLEVÉ!


Il faut aussi noter qu'une bonne partie des dépenses effectuées, en temps et en énergie et en argent, ont été défrayées, à volonté, par des partisans des deux côtés. Une autre partie des informations et publicités, encore bien plus importante, a été fournie gracieusement par les médias (écrits et électroniques). D'une part, du temps ou de l'espace étaient offerts aux 2 camps officiels. D'autre part, entrevues, analyses, informations et vox populi ont envahi l'actualité des ondes et des pages. En marketing, on appellerait cela de la publicité gratuite, qui se chiffre en décuplant la valeur et l'impact!

C'est la population qui relaye ensuite, largement, le débat.

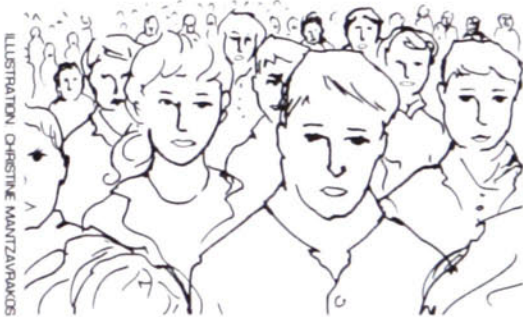
Une façon de diminuer les coûts de l'opération serait, à la façon suisse, de l'intégrer aux opérations courantes des divers gouvernements. En Suisse, le processus référendaire est tellement intégré aux structures politiques que personne ne se soucie des coûts: les locaux utilisés sont ceux des gouvernements fédéral ou cantonnaux (l'équivalent de nos mairies, MRC, et commissions scolaires), ce qui n'occasionne aucun frais spécial. Quant à la main-d'oeuvre, le sens civique des Suisses leur fait ac-

cepter l'idée de se relayer pour servir de personnel électoral bénévole! (Mais ce n'est pas ici la main-d'oeuvre en disponibilité qui manque). Voilà des emplois socialement utiles. On pourrait aussi diminuer la subvention de 50¢ par électeur-riche à chacun des camps (5 millions \$ en 1995), ce que permet même la loi actuelle).

...

Pour le reste, il faut assez faire confiance au peuple pour lui permettre de réfléchir, de s'exprimer, et d'avancer, à son rythme. 

- 1 Le lectorat aura compris que nous n'aborderons pas ici les référendums municipaux, qui ne portent habituellement que sur des questions très pointues d'emprunt et de zonage.
- 2 La participation n'a pas été très forte aux référendums suisses sur l'aménagement de traverses routières pour grenouilles ou pour celui déterminant la prorogation de la redevance sur le trafic des véhicules de plus de 3,5 tonnes!
- 3 Un bureau de scrutin, à l'île d'Anticosti, recrutait... 1 électeur.
- 4 Et nous n'aborderons ni leur sous-utilisation, ni les incroyables problèmes mécaniques révélés à l'usage, ni le fait que ça n'empêche pas le Ministère de la Défense de sous-traiter à *Canadien* le transport des troupes de l'Armée.



*Dans une société pluraliste,  
l'école laïque  
est la seule option  
pour que tous les enfants  
soient égaux  
... et ensemble!*



Alliance des professeurs  
et professeurs de Montréal (CEO)

**L'Action  
NATIONALE**

1259, rue Berri,  
bureau 320,  
Montréal H2L 4C7

Tél.: 845-8533

*Revue mensuelle, 35,00\$ par an*

*Fondée en 1917*

- Sociale, économique, culturelle, indépendantiste
- Des faits, des idées et des solutions
- 1 600 pages par année • Plus de 200 collaborateurs
- Indépendante des partis politiques

# POUR QUE LE MONDE TOURNE PLUS JUSTE



## DÉVELOPPEMENT ET PAIX

(514) 257-8711  
5633, rue Sherbrooke Est  
Montréal (Québec) H1N 1A3



*Fédération  
des travailleurs  
et travailleuses  
du Québec*

**FTQ**

**LA PLUS GRANDE  
CENTRALE SYNDICALE  
QUÉBÉCOISE**

545, boulevard Crémazie Est  
17<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec)  
H2M 2V1

Téléphone: (514) 383-8000  
Télécopieur: (514) 383-8001

HULL  
(819) 777-5441

JONQUIÈRE  
(418) 699-0199

MONTRÉAL  
(514) 383-8000

QUÉBEC  
(418) 623-8713

RIMOUSKI  
(418) 722-8232

ROUYN  
(819) 762-1354

SAINT-JÉRÔME  
(514) 431-6659

SEPT-ÎLES  
(418) 962-3551

SHERBROOKE  
(819) 562-3922

TROIS-RIVIÈRES  
(819) 378-4049

## HISTOIRE DE DÉCROISSANCE ET DE CAROTTES

VIVIAN LABRIE

J'ai assisté, l'automne dernier, à un colloque sur la décroissance dans le système de santé où étaient présents des chercheurs-es et des cadres supérieurs dans le domaine de la santé.

Le matin, pour offrir des perspectives comparatives, on avait invité Guy Marier, premier vice-président chez Bell Québec, pour parler du secteur privé, Gérard Divay, directeur général de la CUM, pour parler du secteur municipal, et Jacques-Yves Therrien, sous-ministre au Tourisme, pour parler du secteur public en général.

Monsieur Marier a commencé par nous dresser un tableau de la décroissance chez Bell, ce qui passe par une réduction

des coûts. Je passe les détails sauf celui-ci: on est passé d'un paradigme où il fallait «mesurer la productivité de la téléphoniste» en comptabilisant le temps pris par appel à un paradigme où «on se passe de la téléphoniste». Monsieur Divay a enchaîné mentionnant bien sûr qu'il faudra à l'avenir FAIRE PLUS AVEC MOINS.

Puis, Monsieur Therrien nous a rapporté les résultats d'études sur les finances publiques canadiennes faites dans le cadre d'une recherche avec un observatoire économique français. Parmi tous les tableaux présentés, il fut notamment question de la substantielle réduction des transferts aux personnes (assurance-chômage et sécurité du revenu) qui sera nécessaire dans les prochaines années, compte tenu que les finances publiques doivent s'assainir et que le service de la dette (37 cents dans le dollar de dépenses) est incompressible.

### J'AI POUR TOI UN JARDIN


Curieusement, personne n'a parlé d'emploi. À la fin de la séance, au moment de la discussion,

j'ai posé la question suivante: «Si je comprends bien, le secteur privé va devoir couper des emplois pour décroître et se passer de la téléphoniste, le secteur municipal et le secteur public aussi. Or, compte tenu que la dette est incompressible et que les transferts aux personnes vont diminuer, est-ce que je dois comprendre qu'on va faire porter le poids de la décroissance sur la population la plus pauvre?»

Monsieur Therrien m'a fait la réponse suivante: «Oui. Il faut comprendre qu'avec la mondialisation, on n'a pas le choix pour permettre la compétitivité des entreprises.» Monsieur Marier a renchéri sur la compétitivité en m'expliquant mieux: «Vous savez, Madame, quand on sème des carottes dans un jardin, il faut enlever beaucoup de semences pour avoir des carottes plus grosses.» Monsieur Divay, lui aussi d'accord, a complété: «En réalité, dans la situation où nous sommes, on n'aura pas le choix de faire des morts pour garder des vivants.»

### LES MOTS POUR LE DIRE

Voilà. Mon histoire est finie. Je vous l'ai contée telle qu'elle m'est arrivée, telle que les choses ont été dites et telle que 100 gestionnaires de la santé l'ont entendue. Si vous ne me croyez pas, il y a un vidéo qui a été tourné.

La morale de cette histoire, selon un collègue: dans un tel jardin, il ne reste que les grosses légumes... L'immoral de cette histoire: nous en sommes maintenant rendus à un point où, sans honte, on sacrifie les plus faibles au profit des plus forts et où, sans plus de honte, on le dit clairement avec des mots crus. Cela s'est vu aussi à d'autres moments en ce siècle, et ce ne fut pas joli joli. 





## portrait de Émeline Michel

# JEUNE CHANTEUSE AU LONG COURS «ayti peyi soley»

ANDRÉ LACHANCE  
PHOTOS: YVES PROVENCHER

SON NOM? ÉMELINE MICHEL. PROFESSION: CHANTEUSE!

SES PAYS: HAÏTI ET LE QUÉBEC!

ENFANT, C'EST VÊTUE D'UNE SIMPLE CULOTTE DE TOILE QU'ELLE ALLAIT  
QUÉRIR DE L'EAU À LA RIVIÈRE, UNE CALEBASSE<sup>1</sup> EN ÉQUILIBRE SUR LA TÊTE,  
PAUVRE CERTES MAIS HEUREUSE. ADOLESCENTE, ELLE SE CACHA POUR ÉCRIRE

SA PREMIÈRE CHANSON, AUSSITÔT INTERDITE PAR LA DICTATURE.

AUJOURD'HUI, APRÈS AVOIR TROQUÉ SES TROPIQUES  
BIEN-AIMÉS POUR MONTRÉAL, D'OÙ ELLE RAYONNE DANS  
TOUTE LA FRANCOPHONIE, ELLE EST DEVENUE, À L'APPROCHE  
DE LA TRENTAINE, L'UNE DES ÉTOILES MONTANTES

DE LA CHANSON POPULAIRE.

C'est elle qui chante *Nan peyi sik annè*, la version créole de *Sucre amer*, interprétée en français par Luc de Larochelière, et dont les profits sont versés au Comité québécois pour la reconnaissance des droits des travailleurs haïtiens en République dominicaine<sup>2</sup>. Et c'est encore elle qui donne gratuitement des concerts pour lutter contre l'analphabétisme dans le Tiers Monde, quand ça n'est pas simplement pour aider un ami musicien qui a tout perdu dans un incendie.

«J'essaie de faire ma petite part pour que le monde tourne un peu mieux, commente modestement Émeline Michel, entre deux appels téléphoniques. C'est comme pour *Sucre amer*. J'ai accepté d'embarquer parce que je connais plein de gens qui ont de la famille dans les *bateyes*, ces camps où vivent des centaines de milliers de coupeurs de canne à sucre et leurs familles. Moi-même, j'ai peut-être aussi de la famille qui est là-bas et qui souffre, en Dominique.»

### LES HISTOIRES DE GRAND-PÈRE

Le cheminement d'Émeline Michel n'a, pour un ressortissant d'Haïti, rien de particulièrement étonnant. Du moins dans ses premières années. Née aux Gonaïves, un *bled* poussiéreux et misérable où fut proclamée, le premier jan-

«J'ai toujours gardé en tête ce que mon père disait: "Tiens-toi toujours à côté de la drogue et de la politique".»

vier 1804, l'indépendance de la Première république noire, la jeune femme y passe la plus grande partie de son enfance. Une enfance qui, malgré la misère ambiante, lui apparaît aujourd'hui presque féérique. «Mes parents venaient de la région de Gros Morne, dans l'arrière-pays, ce qui fait que, de juillet à octobre, je passais mes vacances scolaires avec mes grands-parents. Nous habitons dans un *lacou*<sup>3</sup> tout ce qu'il y a de plus traditionnel. Il y avait plein d'enfants. On s'amusait et on rendait des services. Grand-père aimait raconter des histoires au coin du feu la nuit, des histoires de loup-garou ou de *ti-malice* qui nous émerveillaient. Quand je repense à ce temps-là, et ça ne fait pas si longtemps, j'ai l'impression que ces années-là ont été les plus belles de ma vie.»

Pasteur d'une secte évangélique, comme il en pullule en Haïti, son père, qui est d'abord tailleur puis agronome, emmène un jour toute la famille à Port-au-Prince, la capitale. Pour la jeune adolescente qu'elle est devenue, cette arrivée en ville constitue un tournant.

Il y a d'abord cette maison que son père construit de peine et de misère à Carrefour Feuille, un quartier de classe moyenne qui prend peu à peu forme sur la pente de l'un des morne qui enserrant Port-au-Prince. «Papa devait payer 450 gourdes par mois (80\$), une somme énorme pour l'époque. Maman faisait donc de la couture, se souvient la chanteuse. Mais c'était une belle place dans le temps... En fait, mes plus belles années à Port-au-Prince, je les ai passées à Carrefour Feuille. Ce n'était pas peuplé comme aujourd'hui, il y avait beaucoup de grands arbres, qui ont été coupés depuis. On avait même des mangues à profusion et en toutes saisons car papa greffait ses manguiers.»

### MÉDECIN, AVOCATE OU CHANTEUSE ÉVANGÉLIQUE?

À 12 ans, elle entre à l'école Henri 1<sup>er</sup>, puis au collège Saint-Pierre, des établissements tenus par des religieux et très stricts. «Mes parents voulaient que je sois médecin ou avocat mais ça ne me

disait rien. À la rigueur, mon père consentait à ce que je devienne chanteuse évangélique, mais ce n'était pas ce à quoi j'aspirais. J'avais du talent pour la danse, le folklore, et tout ça, mais je ne savais pas trop quoi faire au juste. Et puis, ce n'était pas un vrai métier que d'être chanteuse en Haïti en ce temps-là. Les pressions familiales étaient fortes...»

C'est justement à cette époque – Jean-Claude Duvalier est alors au milieu de son règne autocratique et le pays, qui connaît une explosion démographique sans précédent, s'enferme dans d'incommensurables problèmes – que s'éveille sa conscience sociale. «Quand tu viens comme moi des classes moyennes, tu comprends tout de suite où tu te situes dans une société comme Haïti. Tu vois les rapports de forces entre les gens. J'écrivais alors mes premières chansons et je savais déjà qu'il y avait des mots que je ne devais pas prononcer, certaines réalités qu'il ne fallait absolument pas aborder, même dans une simple composition scolaire.»

### ELLE SERA VEDETTE OU RIEN!

Elle brave néanmoins les interdits et compose, à 14 ans, *Ayti peyi soley*, une chanson qu'elle réussira à enregistrer et qui connaîtra un certain succès jusqu'à ce que les autorités en interdisent la diffusion. L'incident la rebute certes mais elle n'en fait quand même qu'à sa tête. C'est décidé: elle sera vedette ou rien!

Elle se met à écrire. Sérieusement. Chanson après chanson. Les mots surgissent péniblement au début mais ils viennent... Elle tire son inspiration de son enfance, du goût d'une mangue, de l'odeur d'un plancher de terre battue qu'on arrose pour empêcher la poussière, de la douceur de la nuit tropicale constellée d'étoiles, de l'amour aussi. Des chansons qu'elle met parfois en musique et qu'elle chante de tout son cœur, se «mouillant» totalement. Un jour, elle partage même la scène avec Manno Charlemagne, le plus grand auteur-compositeur-interprète d'Haïti, un ultra-gauchiste s'il en fut jamais qui





# Les gens de ce pays

DANIEL S.-LEGAULT

**Ses textes sont moulés au social. Il n'y a pas beaucoup de chanteuses pop comme elle qui aborde l'éducation, le racisme, la crise économique.**

**Le *World Beat*, dans son cas, mélange le rock et le folklore antillais, des mots de créole et des mots de français.**

**Un gros *show* comme la *Saint-Jean de juin 95*, c'est l'occasion pour une foule délirante d'aimer bruyamment ses vedettes. Émeline Michel, moins connue, a eu un accueil poli. Certains chroniqueurs musicaux ont voulu voir la «Noire de service», le complément *politically correct* du spectacle. Sans entendre une version forte de «Les gens de mon pays»...**

se retrouve aujourd'hui, par l'une de ces ironies dont l'Histoire a le secret, maire de Port-au-Prince. «On ne peut pas être née en Haïti et ne pas être engagée, commente Émeline Michel. Mais je n'ai jamais voulu prendre de positions extrémistes, comme Manno. J'ai toujours gardé en tête ce que mon père disait: "Tiens-toi toujours à côté de la drogue et de la politique".»

Au début des années 80, elle représente le département de l'Artibonite – dont Gonaïves est le chef-lieu – à un grand spectacle donné au stade Sylvio Cator, le plus grand amphithéâtre de Port-au-Prince, à l'occasion de l'Année internationale de la jeunesse. Des milliers de personnes remarquent sa prestation, on applaudit à tout rompre cette belle inconnue, on l'entoure. Mais il s'agit d'un triomphe sans lendemain. Vite, elle se rend compte que la société haïtienne est trop pauvre pour faire vivre convenablement ses artistes. «J'avais ce qu'il fallait de talent mais je n'avais pas les sous... Je ne savais vraiment pas comment aller plus loin!»

## ELLE REFUSE LA CITOYENNETÉ ÉTATS-UNIENNE

Heureusement qu'il y a le hasard, qui fait parfois bien les choses. Un jour, elle pose sa candidature à un concours de musique et est choisie parmi 200 concurrents-es pour aller étudier la musique à Détroit. Elle a à peine 21 ans et n'est encore jamais sortie d'Haïti. Elle y passe près d'un an à se perfectionner, à regarder ce qui se fait, à s'améliorer. On lui offre même la citoyenneté états-

unienne, mais elle la refuse. «J'étais déçue, explique-t-elle dans un éclat de rire. En Haïti, mon père nous racontait toutes sortes d'histoires sur les États-Unis et ça me faisait rêver. Il disait qu'en Amérique, les rues étaient pavées avec des 25 cents, qu'il suffisait de se baisser pour ramasser l'argent, que le ciel y était perpétuellement rose, etc. Quand je suis arrivée à Détroit, j'ai déchanté tout de suite. Les gens étaient gras et ça n'avait rien à voir avec mes rêves.»

Après un retour au pays natal où elle se marie et va habiter Pétionville, le Westmount de Port-au-Prince, elle décide de repartir à nouveau. Pas facile la vie d'artiste en Haïti: quasi impossible d'y gagner sa vie tant les conditions socio-économiques s'y sont dégradées. Sa décision est d'autant plus inébranlable qu'elle en a marre des troubles politiques qui se succèdent en cascades depuis le départ de Baby Doc en février 1986, et qui ont un impact très négatif sur la vie culturelle de Port-au-Prince. Et, partant, sur sa carrière: «Je devais donner un gros spectacle dans l'une des plus grandes salles de Port-au-Prince, tout était fin prêt, les musiciens et tout, et voilà qu'arrive un nouveau coup d'État, juste le soir de ma première. C'est à ce moment que j'ai décidé que ça n'était plus possible, qu'il fallait que je sorte du pays...»

## BEAU ET CHAUD LE QUÉBEC

Le «salut» lui viendra de la section culturelle de l'ambassade de France à Port-au-Prince. Elle habitera trois ans et demi à Paris, y suivant des cours de chant,



de pose de voix, écrivant. C'est à la fin de ce séjour dans l'ex-métropole coloniale qu'elle reçoit un jour une proposition difficile à refuser: les responsables de l'émission *Beau et chaud*, animée par Normand Brathwaite, offrent de lui payer l'avion si elle consent à venir chanter dans les studios de Radio-Québec. «J'étais impressionnée», se rappelle-t-elle lorsqu'elle repense à ce premier contact avec le Québec. «Et je le suis toujours, notamment par la façon dont les Québécois traitent leurs artistes. L'équipement des studios me stupéfiait littéralement, le degré de professionnalisme des techniciens aussi. Il y a aussi le fait que je suis arrivée à Montréal en pleine canicule et que c'était le Festival international de jazz. Je trouvais absolument extraordinaire de pouvoir manger un *hot-dog* dans la rue et d'assister en même temps gratuitement à des concerts mettant en vedettes les plus grands noms du jazz. Pour moi, c'était quelque chose!»

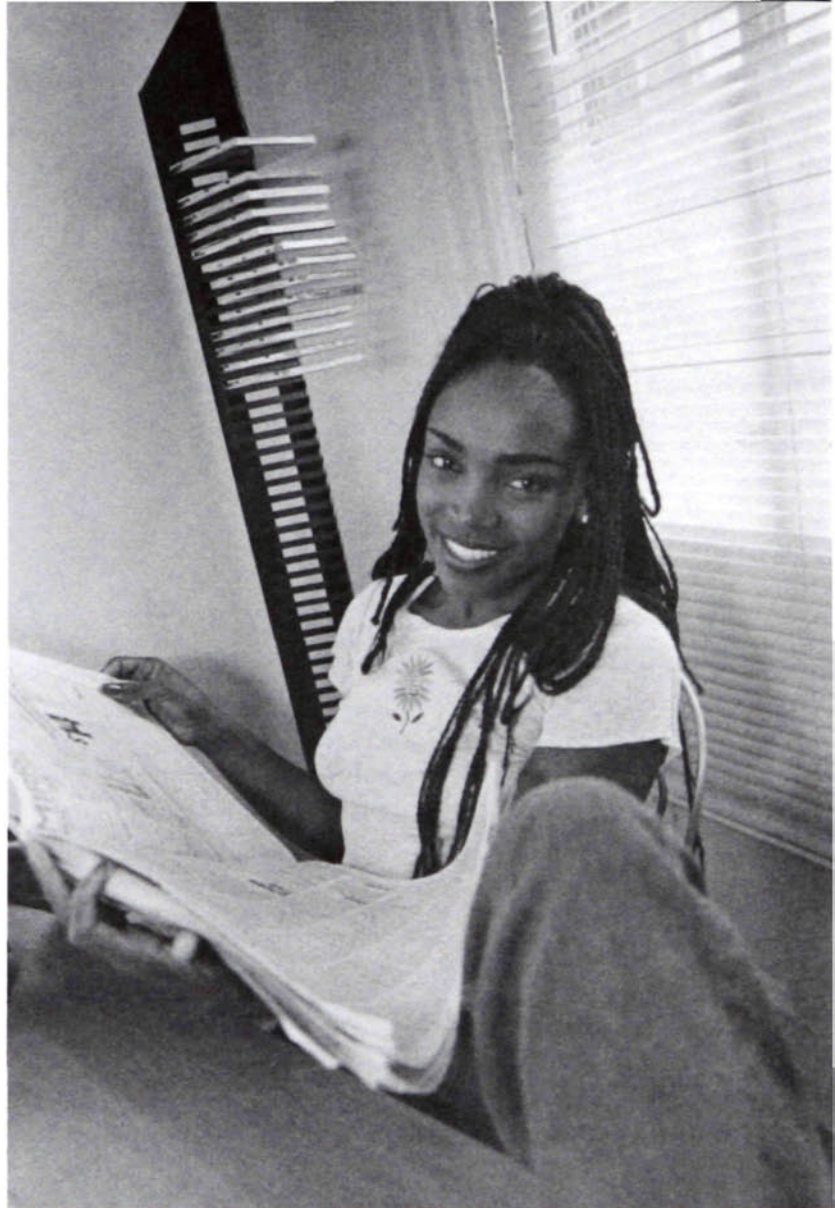
Par la suite, si elle retourne fréquemment en Haïti, elle n'a plus vraiment le coeur d'y poursuivre sa carrière. Son père est décédé et sa mère, fuyant les *zengendos*<sup>4</sup> qui sont venus une nuit dévaliser la maison de Carrefour Feuille, vit maintenant à Chicago. Elle revient au Québec, bien déterminée à s'y faire une place. Elle y habite depuis deux ans, heureuse en dépit de l'hiver. «Vous avez un pays formidable», dit-elle. «Quand on a roulé sa bosse comme moi, on s'en rend compte au premier coup d'œil. Ici, le racisme n'est pas un problème dans la vie de tous les jours, contrairement à la France où j'ai vécu quelques mauvaises expériences.»

### LE BILINGUISME FRANÇAIS-CRÉOLE

Pour cette artiste qui a pris un plaisir manifeste à interpréter *Gens du pays* à l'occasion du spectacle de la dernière St-Jean, l'accueil du public québécois lui fait chaud au coeur. «Dans mes spectacles, j'ai remarqué que c'étaient souvent les Québécois qui venaient me voir en premier. Il y a bien des Haïtiens, mais ils ne sont pas les plus nombreux. Puis, une fois que les médias ont parlé du spectacle, qu'on m'a vue à la télévision, on voit les Haïtiens arriver.»

La chanteuse laisse en effet percer un peu d'amertume contre certains segments de la communauté haïtienne qui lui reprochent d'être trop internationaliste, de ne pas se cantonner à la seule

chanson créole. «Quand j'ai fait l'album *Rhum et flamme*, certains Haïtiens ont fait des topos à la radio, m'accusant d'avoir trahi la communauté haïtienne parce que j'avais utilisé un tout petit peu plus de français que de créole. On a même dit à la radio: "C'est pas croyable de se faire trahir comme ça". Tu vois, pour ces gens-là, si tu utilises deux mots de français de plus que de créole, tu trahis ton peuple. Moi, tout ce que je veux, c'est montrer qu'on peut parler de façon positive des Haïtiens, qu'il n'y a pas seulement que des jeunes qui font des crimes, ou des pauvres. Et c'est ce que je m'emploie à faire de tout mon coeur!»



**«C'est pas qu'en ai contre les études  
Le dépassement de soi, ça va de soi  
Mais un seul winner pour tellement de losers  
Je te jure, vraiment, que ça m'fait peur»  
(Extrait de *Comme on naît*)**

### PARANOÏA DANS LA COMMUNAUTÉ

Émeline Michel doit se battre contre un mal perniciosus: la paranoïa. Un mal sournois qui freine tout développement et qui, imprégnant les rapports humains tant au pays natal qu'au Québec, crée une atmosphère étouffante. Surtout pour une artiste. «Vous savez, dans la communauté haïtienne, il n'y a pas vraiment de solidarité et la paranoïa y est un problème grave. C'est toujours la faute des autres si ça va mal. Jamais on ne pense à se remettre soi-même en question. Non, c'est toujours la faute de quelqu'un d'autre. C'est pas de cette fa-



**Émeline Michel**  
adolescente.

## VIVRE DE SES CHANSONS

Mais il n'y a pas de place dans le cœur d'Émeline Michel pour la rancune. Le voudrait-elle qu'elle n'en aurait tout simplement pas le temps... Sa carrière va tellement bien en ce moment qu'elle a dû refuser – la mort dans l'âme, il est vrai – une alléchante proposition de participer au tournage d'un film à l'île de Gorée, au Sénégal, haut-lieu du commerce des esclaves aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles. «Il aurait fallu que je reste neuf mois là-bas et je ne pouvais pas m'absenter aussi longtemps. J'avais vraiment trop de choses à faire!»

çon qu'on va avancer. Même si tu aimes bien la communauté, ça devient fatigant de tout le temps donner et de ne jamais recevoir. Moi, je pense qu'il faut qu'on s'arrange pour que le nom d'Haïti soit cité de façon positive, dans les médias, par les gens, dans la vie normale quoi! Mais beaucoup d'Haïtiens ne le comprennent pas...»

La pauvreté endémique qui afflige la communauté haïtienne montréalaise – 33% des ménages haïtiens reçoivent des prestations de la sécurité du revenu – accentue d'autant les difficultés que les mécanismes de solidarité qui jouaient naguère dans la société rurale traditionnelle s'usent rapidement en milieu urbain. «Prenez les Haïtiens qui ont réussi, ceux qui étaient éduqués et qui sont arrivés lors des premières vagues d'immigration dans les années 60, eh bien! ils ne font pas grand-chose pour leur communauté. En fait, ils ne veulent pas vraiment aider leur pays...»

Mais Émeline Michel se console. Quelque part au-dedans d'elle-même, la chanteuse sait qu'elle a déjà réalisé son rêve: vivre de ses chansons. Pas toujours richement, il est vrai, mais là n'est pas l'essentiel. Ce qui importe, c'est qu'on la respecte de plus en plus comme chanteuse. Une vraie chanteuse. «Pas une chanteuse antillaise, pas une chanteuse noire, mais une chanteuse tout court. Une simple artiste, quoi!»

- 1 Gros fruit qui, vidé et séché, sert de récipient.
- 2 Le Comité peut être rejoint à Montréal au (514) 523-2434.
- 3 Du français «La cour». Ensemble de cases traditionnelles que se partagent les membres d'une même famille et dont l'espace commun forme le lacou.
- 4 Criminels de droit commun, souvent militaires ou policiers.



Tout ce qui est en bas est  
comme tout ce qui est en haut.



«Tout ce qui est en bas est  
comme tout ce qui est en haut»  
Encre de chine sur papier 1985, 27,5 x 37,5 cm  
Cette œuvre de Marc Lincourt est identifiée  
au programme des dons planifiés de  
La Fondation Centraide

**Gosselin+Associés**

COMPTABLES AGRÉÉS

1415, RUE JARRY EST, BUREAU 420  
MONTRÉAL (QUÉBEC)  
H2E 1A7  
TÉLÉPHONE : (514) 376-4090  
TÉLÉCOPIEUR : (514) 376-4099

## les quilles:

# OUT AND IN

RAYMOND LANGEVIN

PHOTOS: YVES PROVENCHER

**L**es nostalgiques se rappelleront les fameux duels que se livraient les Lavigne, Morissette, Bolduc, Boyer et compagnies sur nos petits écrans au cours des années 60. Des jeunes quilleurs-ses les idolâtraient et imitaient leurs moindres gestes sur les allées, au même titre que d'autres s'imaginaient dans la peau de Maurice Richard ou de Jean Béliveau. La popularité des quilles amènera alors les propriétaires de l'époque à investir dans la construction de nouvelles salles. Pourtant, aucune étude ne démontrait que le nombre de quilleurs-ses augmentait à un rythme justifiant l'apparition de nouvelles salles. Des signes précurseurs d'une baisse prévisible de l'achalandage se manifestaient. Par exemple, chez nos voisins-es états-uniens, le summum de participants-es à ce sport fut atteint en 1965, pour ensuite diminuer d'environ 12% au cours des cinq années suivantes<sup>1</sup>. Chute de popularité déjà amorcée, l'abandon de la diffusion des quilles par la Société Radio-Canada en 1974 enlèvera encore le support publicitaire dont bénéficiait cette industrie. «Pire encore, les promoteurs ne faisaient aucune publicité ou promotions pour attirer la clientèle», de dire Hubert Houle, gérant du salon de quille Le Boulevard pendant plus de 24 ans, et maintenant directeur de la Fédération canadienne des Dix-Quilles.

Les adeptes, en cette période pré-olympique et post-olympique, se mettent à désertier ce sport qualifié de non-sportif. Des sports plus exigeants en endurance physique, tels le ski de fond, le tennis ou le squash, augmentent dès lors en popularité. La société entrant de plein fouet dans l'ère du corps sain dans un esprit sain. Selon Geoffroy Godbey, spécialiste en récréologie à l'Université de la Pennsylvanie, «toute la publicité sera de fait axée sur la promotion d'une culture dite narcissique où le beau est roi<sup>2</sup>». C'est d'ailleurs au cours des années 70 que se sont mis à pulluler les premiers vrais centres de conditionnement physique appartenant à des capitaux privés. La participation au Marathon de Montréal atteint, année après année, des niveaux records. L'époque est fortement teintée du diktat de l'individualisme. Les sports pratiqués n'impliquent plus nécessairement une inter-

relation avec d'autres individus: on compétitionne avec soi-même.

**LE MARKETING À LA RESCOUSSE**

Le déclin du jeu des quilles obligera plusieurs propriétaires de salons de quilles à fermer leurs établissements pendant les années 70 et 80. Cette sombre période se maintiendra jusqu'à l'aube des années 90. Plusieurs investisseurs profiteront de cette période de réflexion pour transformer la mission de leur établis-

sement en un vaste centre d'amusement récréatif et sportif. Les transformations effectuées s'inscrivent directement dans la lignée des conseils émanant des gourous du marketing.

### LE MARKETING À LA RESCOUSSE

«La planche de salut pour de nombreux commerçants-es», disent Crossley et Ellis, «repose sur une diversification de leurs activités commerciales.» En somme, la population, désireuse de ne pas perdre son temps, va aller dans les endroits où elle trouvera de tout.

En plus d'investir dans l'achat des plus récentes technologies, tels l'affichage et le planteur électroniques et les planchers synthétiques, les propriétaires se sont mis, quand la situation le permettait, à ajouter une salle de réception, un mini-golf intérieur ou extérieur, une arcade de jeux électroniques, des tables de billard et même, depuis que la loi le permet, un bar. Les propriétaires d'un nouveau centre de quilles, le Moderne, situé sur la rue L'Assomption à Montréal, sont même allées plus loin en installant une garderie. D'autres établissements, comme le Bowl-O-Drome à Pierrefonds, ont pour leur part pensé aux enfants en installant des pistes sans dalots. «Tous ces changements ont contribué à faire des salons de quilles un endroit où il est agréable de passer plusieurs heures pour se divertir. Autrefois, on jouait aux quilles et on s'en allait après prendre une bière à la taverne

En plus d'investir dans l'achat des plus récentes technologies, tels l'affichage et le planteur électroniques et les planchers synthétiques, les propriétaires se sont mis, quand la situation le permettait, à ajouter une salle de réception, un mini-golf intérieur ou extérieur, une arcade de jeux électroniques, des tables de billard et même, depuis que la loi le permet, un bar. Les propriétaires d'un nouveau centre de quilles, le Moderne, situé sur la rue L'Assomption à Montréal, sont même allées plus loin en installant une garderie. D'autres établissements, comme le Bowl-O-Drome à Pierrefonds, ont pour leur part pensé aux enfants en installant des pistes sans dalots. «Tous ces changements ont contribué à faire des salons de quilles un endroit où il est agréable de passer plusieurs heures pour se divertir. Autrefois, on jouait aux quilles et on s'en allait après prendre une bière à la taverne



pour terminer la soirée. Tout peut se faire maintenant sous le même toit», soutient Hubert Houle.

Le-la quilleur-se qui veut un conseil sur la technique de jeu l'obtiendra d'un-e instructeur-riche dûment certifié-e. Celui-celle qui veut acheter ou faire réparer une pièce d'équipement peut le faire au Pro-Shoppe. Aujourd'hui, on fait de la publicité auprès des personnes âgées, des diverses associations ou comités de loisirs, dans les entreprises afin de recruter de nouveaux-lles joueurs-ses. «La publicité est axée sur l'idée que, peu importe l'âge, tout le monde peut jouer aux quilles sans devoir investir une somme faramineuse dans l'achat d'équipements. Pour moins de 10\$, vous jouez trois parties tout en passant une excellente soirée en compagnie d'amis-es ou de parents. Ce n'est donc pas plus cher que d'aller au cinéma.»

### UNE MODE PASSAGÈRE?

On pouvait récemment lire dans le populaire magazine pour femmes *Clin d'oeil* une liste d'activités considérées in ou out. Les quilles faisaient partie de la catégorie in. Encore plus récemment, la colonie artistique, avec en tête l'ex-animateur de Vazimolo, André Robitaille, a organisé un quille-o-thon pour ramasser des fonds à l'intention de l'Association des bègues du Québec. Ce soudain intérêt peut nous laisser sous l'impression que jouer aux quilles constitue une mode qui risque de s'effriter d'ici quelques années.


«Cet engouement pour ce sport, au lieu de s'éteindre, risque même d'augmenter au cours des prochaines années», de dire Hubert Houle. «Nous sommes actuellement en pourparlers avec les autorités de la Ville de Montréal pour que les quilles soient un sport de démonstration lors des Jeux de Montréal en 1997. Des pressions sont aussi faites pour intégrer ce sport lors des Jeux du Québec de 1999. Sur la scène internationale, on exerce des pressions

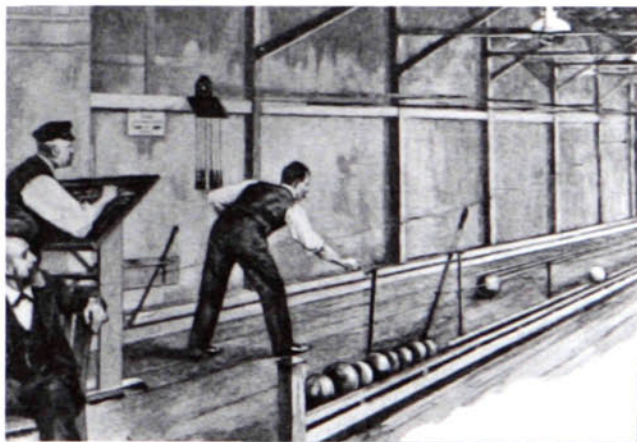
auprès du Comité international olympique pour que ce sport soit introduit éventuellement aux Jeux olympiques. Ce sont toutes des activités, au même titre que la tenue à Montréal du prochain Championnat mondial des dix-quilles en mettant en vedette des quilleurs-ses provenant de plus de 90 pays, susceptibles d'amener de nouveaux adeptes à pratiquer ce sport.»

L'histoire est peut-être d'ailleurs en train de se répéter. On construit de nouvelles salles sans savoir si le marché existe. «Chaque petit village au Québec possède ou possédera bientôt son salon de quilles», souligne Hubert Houle. «Le point de saturation est proche. C'est ridicule, on vient de construire dans certaines villes, à Rivière-du-Loup pour ne pas en nommer une, un deuxième salon de quilles tout en sachant que les gens venant des villages avoisinants n'y viendront plus. Pensez-vous que les gens de Squatec ou de Dégelis, depuis qu'ils ont leur salon de quilles, feront encore un détour de 150 à 200 km pour se taper trois ou quatre parties de quilles à Rivière-du-Loup? Les grands promoteurs comme Mendes ou Brunswick risquent de tuer l'industrie s'ils n'arrêtent pas prochainement leurs projets de développe-



Hubert Houle.

ment.» N'est-ce pas symptomatique de nos industriels de ne pas avoir une vision à long terme? 



- 1 En terme de participants-es, on parle ici d'environ 20 millions de personnes de moins qui ont joué au minimum une partie au cours de l'année. Données provenant du *Statistical Abstract of the United States*.
- 2 Geoffroy GODBEY, *The Future of Leisure Services Thriving on Change*, Pennsylvania, Venture Publishing Inc., 1989, p. 20.

## Vient de paraître

Les éditions **TYPO**, **VLB** et **L'HEXAGONE** viennent de publier les titres suivants:

# TYPO

### Les princes

de Jacques Benoit

### Figures de l'indien

sous la direction de  
Gilles Thérien

# L'HEXAGONE

### Baroque d'Aube

de Nicole Brossard

### Quelques arpents de lecture

### Abécédaire romanesque

### québécois

de Patrick Cady

### Témoin nomade (Carnets I)

de Paul Chamberland

## v**l**b éditeur

### Le Canada anglais et la souveraineté du Québec

de Michel Sarra-Bournet

### Tout Clémence (Tome II)

de Clémence DesRochers

### Le Vent majeur

de Madeleine Gagnon

### L'instant libre

d'Emmanuelle Turgeon

# Obtenez un livre avec un abonnement



En même temps que votre abonnement, choisissez gratuitement l'un des livres suivants, de nos meilleurs auteurs québécois, parus aux éditions VLB, L'HEXAGONE et TYPO.

**\* Ajoutez 3\$ de frais de manutention**

PLUS  
D'ENQUÊTES

PLUS  
DE TÉMOIGNAGES

PLUS  
DE REPORTAGES

JEAN ROYER  
*La Main cachée*  
NOËL



1

Robert Lussier  
*Ketchup*  
Commentaire satirique le monde



2

Jacques Ferron  
*Le Saint-Élias*  
TYPO



3

- |   |                        |
|---|------------------------|
| <input type="checkbox"/> Abonnement individuel                                | 1 an: 23 \$            |
| <input type="checkbox"/> Abonnement individuel                                | 2 ans: 40 \$           |
| <input type="checkbox"/> Abonnement individuel<br>à l'extérieur du Canada     | 1 an: 30 \$            |
| <input type="checkbox"/> Abonnement institutionnel                            | 1 an: 32 \$            |
| <input type="checkbox"/> Abonnement institutionnel<br>à l'extérieur du Canada | 1 an: 40 \$            |
| <input type="checkbox"/> Abonnement de soutien                                | 1 an: 35 \$            |
| <input type="checkbox"/> Étudiants ou sans - emplois                          | 1 an: 15 \$            |
| <input type="checkbox"/> Numéro individuel                                    | 3,95 \$ + 1,45\$ poste |

Nom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_

Je choisis le livre numéro: \_\_\_\_\_

Faites parvenir votre chèque ou mandat-poste à:

**VO**, 1215, rue Visitation, Montréal (Québec)

H2L 3B5. Téléphone: (514) 523-5998



## CHANGEMENT DE GARDE

NICOLE BRAIS


**G**rosse année en perspective. Une journée en prime, puisque 96 est une année bissextile. Aurons-nous un référendum ou une élection à nous mettre sous la dent? Ou pourrons-nous nous reposer? Il paraît que nous sommes fatigués des exercices démocratiques, nous qui avons dû voter à chaque année dans les derniers quatre ans. Changement de garde sur la rue des Braves. Dire qu'on a failli avoir une femme première ministre. Faut-il pleurer, faut-il en rire? Avoir passé à côté de cette occasion... Pendant que Lucien boudera le 1080 et occupera l'avant-scène où il s'escrimera verbalement avec Johnson et Chrétien, Mme Marois se fera les dents ou se cassera les reins sur les finances de la province. Parce qu'il ne faut pas se le cacher. On peut s'attendre à un joli brassé-camarades du côté des programmes sociaux.

Je devrais être plus clément. Pauline Desbois ou Robine Marois? Elle semble

bien avoir adopté la célèbre maxime que l'on doit au non moins célèbre défenseur des pauvres: faisons payer les riches! En effet, comme vous devez le savoir, l'action communautaire, qui avait reçu ses lettres de noblesse et un secrétariat virtuel grâce à la bienveillance de Lisette, sera financée à même les bénéfices des casinos. La preuve reste à faire que ce sont réellement les riches qui perdent au casino. C'est un détail.

Est-ce dire que si je crois au travail des groupes populaires, je devrai aller jouer quelques soirées au casino? Moi qui me

cherchais une raison *politically* correcte pour justifier que j'y mette les pieds au moins une fois, juste pour voir... D'un coup que je gagnerais? Ah! non, c'est vrai, il faut que j'y laisse des plumes si je tiens à financer l'action communautaire. Voyez-vous l'Acef organiser une activité de financement en invitant ses membres à passer une soirée en gang au Casino de Montréal? Et s'il y a grève? Y aura-t-il un fonds de soutien aux travailleuses de l'OPDS et des autres? Est-ce que les états financiers des groupes fluctueront avec les états d'âme des joueurs-ses compulsifs-ves? On n'est pas sorti du bois, même avec Robine.

Un coup parti, pourquoi ne pas décréter la journée du 29 février la journée nationale de l'action communautaire? Ça refléterait bien le sérieux qu'on lui accorde dans l'agenda politique: en parler une fois aux quatre ans, c'est bien suffisant. Quatre ans... ça me rappelle vaguement quelque chose... 

# DES MILLION\$ tous les vendredis



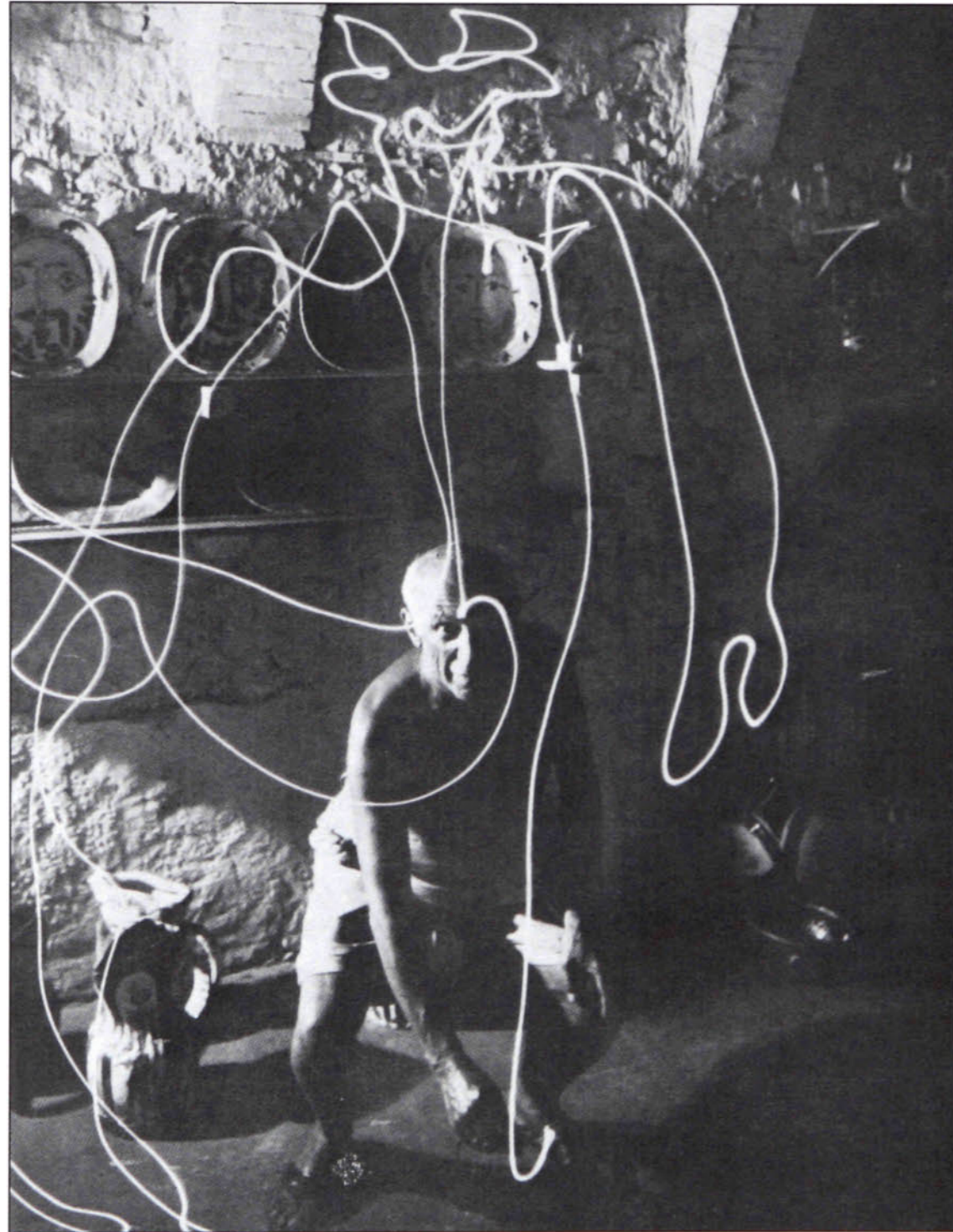


PHOTO: GION MILI

## artistes visuels en survivance **PICASSOs OU PIQUE-ASSIETTEs?**

«COUPEZ DANS LA CULTURE!» SEMBLE DIRE LA POPULATION.

NOUS CONNAISSONS MAL LES ARTISTES. PAS CEUX ET CELLES QUI OCCUPENT NOS SCÈNES ET NOS ÉCRANS, MAIS «LES AUTRES»... DES ARTS PLASTIQUES ET VISUELS. TOUTES DISCIPLINES CONFONDUES, LA SITUATION DE LA MAJORITÉ DES ARTISTES EST DÉJÀ À PLAINDRE: INSTABILITÉ, INSÉCURITÉ, INSOLVABILITÉ. DANS LE CAS DE LA SCULPTURE, DE LA PEINTURE, DE L'ESTAMPE ET DE LEURS DISCIPLINES CONSOEURS DE LA LARGE FAMILLE DES ARTS VISUELS, PRATICIENNES ET PRATICIENS FRISENT LE POINT LIMITE. LES PLANCHES DE SALUT SONT RARES ET L'ON SE BOUSCULE DESSUS. LE PLAISIR DE CRÉER, LES CROISÉS-ES DE L'ART LE PAIENT CHÈREMENT.

POURTANT, LOIN DE CONSTITUER UN MICROCOSME CLOS, L'UNIVERS DES ARTS VISUELS EST EN INTERSECTION PROFONDE AVEC NOTRE VIE QUOTIDIENNE, POUR LAQUELLE IL POURSUIT LES COMBATS. LUTTES POUR LA DIGNITÉ, POUR LA RECONNAISSANCE INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE, POUR RÉSISTER À LA COURTE VUE DES TECHNOCRATIES GRISÉES DE RENDEMENT ÉCONOMIQUE.

UN DOSSIER COORDONNÉ PAR MARIO BEULAC





PHOTO: AGENCE D'YADE

une crédibilité». D'ailleurs, certains mettent l'emphase sur le fait qu'ils ont un emploi, qu'ils enseignent, afin d'éviter d'être victimes d'attitudes discriminatoires.

### UN TOIT DE PAILLE

Étant donné cet obstacle et le fait que les artistes estiment que 30% à 50% de leur faible revenu est consacré à leur loyer, certains-es vivent en co-habitation, parfois avec d'autres artistes. Cela peut comporter des avantages et des inconvénients pour la pratique de leur art. Même s'il peut y avoir partage d'intérêts communs, les désavantages se retrouvent souvent dans les horaires: heures de création ou de répétition incompatibles, difficulté de s'isoler à loisir, bruits intempestifs.

Certains-es choisissent de louer un atelier, comme l'a fait Louise Isabelle, peintre-photographe. Elle en partage les frais avec d'autres artistes. Reconnue comme une professionnelle, une partie de ces frais (soit la surtaxe sur les immeubles non-résidentiels que les municipalités peuvent prélever depuis 1992) lui est remboursée.

D'autres, comme le sculpteur Armand Vaillancourt, ne peuvent assumer ces frais: «Je n'ai plus d'atelier depuis longtemps... Ça me prend une usine de 200 à 300 pieds pour travailler...» Face à ce problème, il suggère que des ateliers soient subventionnés par l'État. Il rejoint par là la position du Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec (RCAAQ), qui recommandait au Ministre Axworthy, lors de sa présentation de la réforme de la sécurité sociale, d'assurer un minimum vital pour les artistes.

### LES MATÉRIAUX ET LES MODÈLES

Une fois logés, les artistes doivent se procurer le matériel nécessaire à la pratique de leur art, dont la quantité et le

montant varient selon la discipline et, bien sûr... le budget. À titre d'exemple, un peintre, ayant un revenu hebdomadaire entre 400 et 500\$, estime à environ 25% le pourcentage de son revenu accordé aux matériaux (bois, huile, pinces, outils, etc.) en temps de grosse production. Un appareil photo est nécessaire pour insérer dans son

dossier des représentations d'œuvres réalisées. Parfois, elle doit se payer les services d'un modèle. D'autres encore, tel que le sculpteur Rusdi Genest, doivent inventer et fabriquer leurs propres outillages et leurs matériaux, ou les commander auprès de fournisseurs spécialisés. Genest doit aussi se payer des services dispendieux, comme la fonderie.

Rares sont les artistes en arts visuels qui font des achats collectifs car, selon un sculpteur, «les besoins ne sont souvent pas les mêmes». Même quand beaucoup d'artistes retournent s'approvisionner au même endroit, il y en a peu qui bénéficient de tarifs préférentiels.

Tout ce matériel nécessite un espace d'entreposage qui, faute de ressources, se retrouve souvent dans le logis de l'artiste ou chez ses amis. De plus, rares sont ceux qui peuvent assurer ces biens, étant donné le prix exorbitant des primes et l'instabilité de leur revenu. Un sculpteur comme Armand Vaillancourt en aurait

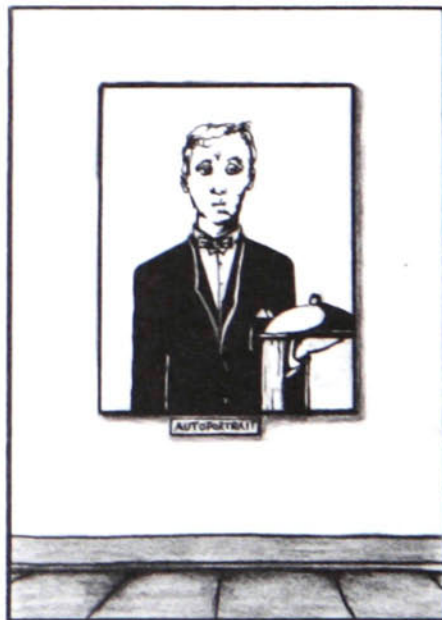


ILLUSTRATION: DENIS RIOUX




PHOTO: LIGO MULAS

pour des milliers de dollars... Même si celui-ci vend peu d'œuvres, elles ont une valeur considérable...

### SANTÉ ET INSÉCURITÉ

En plus de ne pouvoir assurer leur matériel, peu d'artistes peuvent être indemnisés en cas d'accidents. L'instabilité du revenu ajoutée au coût élevé des cotisations à payer pour un-e travailleur-se autonome ne constituent pas cependant les seuls motifs de ce manque.

Selon une étude réalisée par Marie-Josée Raymond, il restera encore beaucoup de sensibilisation à faire auprès des professionnels de la santé en ce qui concerne les accidents et les maladies auxquels sont exposés les artistes<sup>3</sup>. Nommons à titre d'exemple les problèmes respiratoires et les allergies provoqués par l'emploi de certains produits (par exemple, la térébenthine pour nettoyer les pinces), ainsi que les risques d'accidents liés à certains outils ou techniques, tel que l'emploi d'un échafaudage pour les travaux de grandes dimensions.

Les artistes ont donc un fort «prix» financier, personnel, social et physique à payer s'ils-elles désirent pratiquer leur art. Nous sommes en définitive bien loin de la vie de pacha, riche, célèbre et décadent, que certaines *success stories* (à la Warhol ou à la Jeff Koons) ont pu imprimer dans l'imaginaire populaire. Pour la majorité des artistes, l'art demeure plus un outil de connaissance (et d'auto-connaissance) que de reconnaissance. 

3 Étude exploratoire sur les besoins des artistes et créateurs handicapés et sur la problématique de la santé et sécurité au travail dans le domaine des arts, rapport de recherche présenté au Ministère des Affaires culturelles, avril 1992.

# L'impact financier sur la production L'ŒUVRE AU ROUGE

SUZIE LANGLOIS

**P**lusieurs artistes nous ont confié devoir faire des compromis quant aux matériaux ou à l'équipement à utiliser, étant donné leur budget trop restreint. Louise Isabelle, peintre-photographe, mentionne que le fait de ne pouvoir payer la réparation d'un outil retarde parfois la production.

L'espace dans lequel oeuvre l'artiste peut jouer un rôle déterminant sur la création, ses dimensions pouvant influencer l'envergure des oeuvres produites. Le sculpteur Rusdi Genest, qui utilise une partie de son appartement comme atelier, fait ce constat: «Quoique je réussisse à faire de grandes pièces, à la longue, le manque d'espace peut être un obstacle à mes projets. J'aimerais bien pouvoir travailler dans des espaces plus grands, moins encombrés...» Pour ce qui est de la peinture, Marie-Josée Perreault remarque: «Moi, j'aime les grands formats. Mais à cause du manque d'espace, je dois me restreindre.»

L'espace ne constitue pas toujours une limite en soi. Pour Louise Isabelle, «plus c'est petit, plus je fais de grandes affaires et *vice versa*... Je fais des oeuvres modulaires.» Armand Vaillancourt, sculpteur, ne voit pas de limites à l'imaginaire: «Tu peux être «pogné» n'importe où, dans une petite chambre ou une boîte téléphonique... L'esprit, c'est comme la musique... Il y a des gens qui font des grandes sculptures, mais ce sont des bibelots et il y a des gens qui font de petites sculptures... qui sont des monuments.»

## L'AIDE FINANCIÈRE

**Certains-es vont essayer d'obtenir une subvention ou une bourse, ce qui exige un bon dossier scolaire, l'élaboration d'un plan et d'un budget pour le projet, des années d'expérience ainsi qu'une reconnaissance du milieu soit par le biais d'un diplôme, d'une exposition, d'un prix, etc...**

**Face à de telles exigences, plusieurs artistes ne pourraient pas se qualifier, ou décident de ne pas se prêter aux démarches exigées, dénonçant le fait qu'il faut déjà avoir une reconnaissance pour recevoir cette aide.**

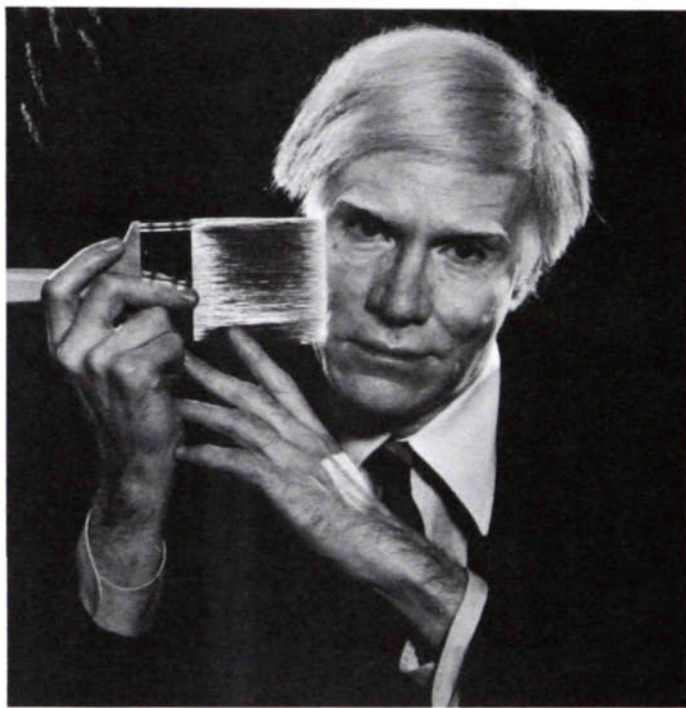


PHOTO: KARSH

### comment atteindre la reconnaissance et...

## LE STATUT DE LA LIBERTÉ

NATHALIE LACOSTE

«AUSSI BON ÊTES-VOUS, SI VOUS N'ÊTES PAS BIEN PUBLICISÉ, VOUS NE FEREZ PAS PARTIE DE CEUX DONT ON SE SOUVIENDRA», DISAIT ANDY WARHOL AUX ARTISTES. LE MÉTIER D'ARTISTE DEMANDE, EN PLUS DU TALENT, DE LA DÉTERMINATION, DE L'ORGANISATION, ET UN SENS DU MARKETING. LES DIFFICULTÉS SONT ENCORE PLUS NOMBREUSES POUR LES JEUNES ET POUR LES FEMMES.

### LA RECONNAISSANCE DES JEUNES

**P**our les jeunes, l'opportunité d'entamer une carrière à plein temps se présente rarement. Une galerie ne se risque pas à supporter un-e artiste sans notoriété, de la même façon qu'on n'achète pas un titre boursier sans cote favorable. À moins que l'on ne veuille spéculer sur le potentiel de croissance, ce qui ne se produit que dans une minorité de cas.

Julie Choquette, finissante au baccalauréat en histoire de l'art à l'UQAM, a réuni des jeunes artistes et a su intéresser, entre autres, la galerie B.312 Émergence à diffuser leur art le temps d'un événement. Il s'agit là d'une initiative qui a permis aux artistes impli-



PHOTO: BRASSAI

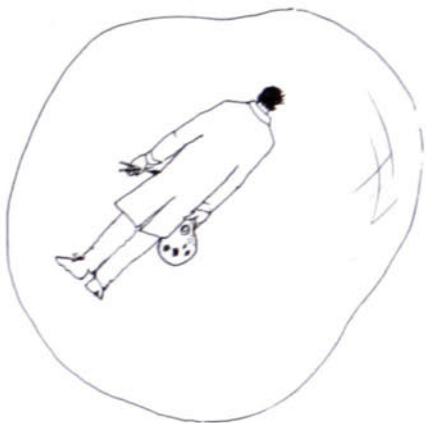


ILLUSTRATION: CHRISTINE MANTZAVRAKOS

**À tort ou à raison, plusieurs artistes craignent comme la peste tout ce qui pourrait impliquer une compromission: argent, reconnaissance, marketing, etc.**

## L'EXERCICE PROFESSIONAL

**(N.L.) Pour beaucoup d'artistes, le statut professionnel signifie être professeur-e d'art. Pour Monique Régimbald-Zeiber, l'enseignement est une sphère concomitante à sa démarche d'artiste, où elle s'inspire et diffuse ses connaissances. Cette relation d'échange avec la relève artistique constitue, pour elle, une nécessité et une «responsabilité». Pour d'autres artistes enseignants-es, l'exercice professionnel consomme trop de temps qu'on pourrait attribuer à la création.**

qués-es de franchir le premier pas vers la reconnaissance du milieu, ce qui ne leur amène toutefois pas encore de revenu. L'unique option d'autofinancement consiste à se trouver un emploi de subsistance.

Pour Christine Lebel, entre autres, la création de chapeaux pour des fins commerciales constitue une activité artisanale complémentaire à sa démarche de sculpture portable, en attendant d'être reconnue.

Pour Éric Ladouceur, artiste multidisciplinaire, le passage entre le début d'une démarche et l'intégration dans le milieu doit être écourté au maximum par l'entremise de l'aide gouvernementale. S'appuyant sur celle-ci, il veut pour sa démarche d'artiste un parcours standardisé, planifié et formalisé.

Ce «plan», s'il se conforme à certaines réalités du milieu, n'en est pas pour autant conventionnel: le BS pendant six mois pour avoir accès au programme de travail (seule façon d'obtenir de l'expérience pertinente), implications dans les associations d'artistes, bourses d'aide aux artistes (ce qui lui permet d'avoir un atelier), etc. Pour Éric, la prochaine étape est l'exposition individuelle et la maîtrise universitaire à l'automne 1996, après quoi il aurait un statut d'artiste professionnel.

La démarche de Christine diffère de celle d'Éric, alors qu'elle préfère cheminer en marge du système, à un rythme moins effréné que celui des galeries, en s'intégrant au milieu de l'art «par la porte de derrière». Bien que ces deux artistes veuillent trouver place dans la mémoire collective, ils gardent peu d'espoir de parvenir à vivre à temps plein de leur art.

### LA RECONNAISSANCE DES FEMMES


Le milieu des arts n'est pas différent des autres secteurs de notre société où les femmes doivent affronter préjugés et barrières plus ou moins informels. L'exemple de Suzanne Giroux, artiste multidisciplinaire, est révélateur. Artiste qu'é-

bécoise qui perça le marché international en trois ans, elle s'imposa à la critique avec une notoriété et une réputation enviables. Elle se heurta néanmoins à la désapprobation lors de sa grossesse: «Certains collectionneurs et galeristes ont pâli de colère quand ils ont vu ma *bédaine* de six mois, à la Foire de Paris. (...) "Vous aussi? Elles font toutes ça..." Ce qui veut dire: elle va arrêter sa production, remettre sa carrière à plus tard... Pas un bon investissement donc. Vous vous rendez compte? On devrait nous applaudir de cumuler tout ça.»<sup>1</sup>

Beaucoup de femmes doivent faire de l'art un mode de vie et confiner la carrière à un second plan. «Je ne vis pas de mon art, mais je vis pour lui», disait la peintre Monique Régimbald-Zeiber<sup>2</sup>. Le succès de Suzanne Giroux est remarquable pour une femme qui a volontairement choisi d'oeuvrer à l'international et d'être artiste à temps plein.

### LA VOCATION À MI-TEMPS

Raymond Lavoie mentionne qu'il y a des artistes qui ont choisi le mode de vie plutôt que la carrière, mais que cela n'est possible que sur le bien-être social. Les artistes professionnels-les, plus autonomes financièrement, ont un statut donnant accès à la diffusion, mais n'ont pas pour autant toute leur liberté pour créer<sup>3</sup>. Ils demeurent des artistes à mi-temps.

L'artiste reconnu-e a le statut lui garantissant toute liberté de créer à temps plein, parce qu'il-elle bénéficie de plus grand potentiel de support, qu'il soit public, privé ou du marché des valeurs mobilières. 

1 Citée dans A. ÉMOND, *La Gazette des femmes*, vol. 13, no. 2, Juillet-août 1991, p. 8.

2 *Ibid*, p. 6.

3 R. LAVOIE, cité dans *Possibles*, vol. 12, no. 4, Automne 1988, p. 83.

# L'INSTITUTIONNALISATION

NATHALIE LACOSTE

L'institutionnalisation de la pratique des arts ne semble pas avoir contribué à sensibiliser le public au rôle et à l'utilité de nos artistes. On peut déplorer l'entrée en jeu du produit de consommation dans l'arène des arts. Le musée, jadis sanctuaire de l'ART, est devenu un centre de

congrès de la culture populaire médiatisée et des vedettes internationales. «Au fond, il n'y a pas de grande différence entre un magasin et un musée», présageait encore Andy Warhol. Qu'est-il advenu du mandat d'éducation et de valorisation de notre histoire de l'art? ↙

## financement des arts LES SIRENES DU PRIVÉ

CAROLINE TANGUAY

Pour les artistes en arts visuels qui veulent vivre de leur art, aucune source de financement n'est à négliger dans ce petit marché qu'est le Québec. Les supports financiers qui s'offrent à eux et à elles peuvent être de source privée (mécénat des particuliers) ou publique (gouvernements). Mais il est d'abord essentiel de faire une distinction entre le «support financier» à la création artistique, qui permet à l'artiste de travailler et de se perfectionner, et la «commercialisation» de ses oeuvres, qui ne lui profite qu'indirectement (la diffusion impliquant, dans ce domaine comme ailleurs, des intermédiaires).

### SOUTIEN À LA CRÉATION

Le mécénat est le principal soutien à la création artistique par le secteur privé, dont l'origine nous renvoie aux Romains et au ministre d'Auguste, Caius Cilnius Mæcenas (69 - 8 av. JC), «qui protégeait les poètes et les artistes de son temps»<sup>1</sup>. Tout au long de l'histoire, le mécénat résultait de la volonté des grands monarques et des princes d'exprimer leur pouvoir et leur goût.

Au Québec, les artistes avaient au début de la colonisation un statut d'artisan et non d'artiste. Soutenus principalement par le mécène que constituait

l'Église, les «artisans» accomplissaient leurs oeuvres dans un contexte de commandes spéciales, afin de répondre aux besoins d'ornementation des églises qui se construisaient en grand nombre à l'époque (fin XIX<sup>e</sup> et début XX<sup>e</sup>). Au moment de la Révolution Tranquille, les artistes se sont faits porte-parole de la modernité.

De nouveaux acteurs s'affirmèrent: premièrement, un État moderne et ses institutions spécialisées de développement culturel, accessibles au plus grand nombre, et une nouvelle génération d'élites francophones. Ces nouveaux intervenants ont participé à la transformation du domaine en un «marché de l'art» centré sur le «produit» (l'objet d'art), et non sur l'acte de création proprement dit. C'est l'industrialisation.

Le support public à la création gravite essentiellement autour des trois paliers gouvernementaux, soit: le fédéral par le Conseil des Arts du Canada, le provincial par son ministère de la Culture, et les municipalités qui subventionnent les organismes et fournissent les équipements.



ILLUSTRATION DENIS ROUX

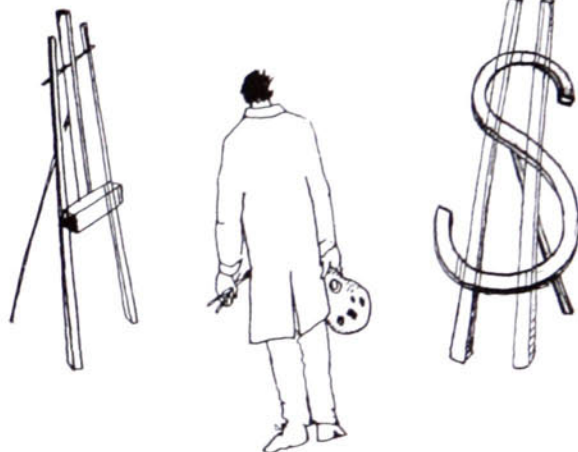


PHOTO TOM HALE

### UNE PHILANTROPIE INTÉRESSÉE

L'oeuvre peut devenir un produit de consommation, parfois malgré elle. Le support privé à la commercialisation se compose principalement de citoyens-corporatifs, de galeries commerciales et d'agents-culturels.

1 R. VESCIA, *Le mécénat: art de la communication, communication de l'art*, Economica, Paris, 1987, p. 19.



Généralement, les galeries prennent en consignation les œuvres d'un-e artiste, conservant de 30% à 60% du montant de la vente.

«Dans sa stratégie de communication, la grande entreprise tient maintenant compte des arts (...) c'est un nouveau mode d'investissement planifié qui enrichit l'image et la représentation sociale de l'entreprise dans le milieu, tout en faisant connaître indirectement son produit (...) associe l'entreprise et son produit à des symboles reflétant le prestige, la notoriété, la qualité de vie, de l'environnement, et lui donne une plus grande visibilité et une image corporative plus positive».<sup>2</sup>

Même si les banques d'œuvres d'art corporatives constituent pour ces entreprises une valeur refuge, elles apportent néanmoins une aide pécuniaire appréciable aux artistes. Évoquons la collection Lavalin avec ses 1 300 œuvres d'artistes québécois-es et canadiens-nes, celle de la Banque nationale avec ses 4 000 œuvres, puis ces autres collections comme celles de Power Corporation du Canada, de la Banque Royale... Ces largesses corporatives (ou déductions d'impôts avisées?) ne doivent cependant pas masquer la situation financière précaire des artistes.

### LE CIRCUIT DES GALERIES

Les galeries d'arts participent elles aussi du circuit de la commercialisation. Ces galeries, dans la plupart des cas, attendent que les artistes aient atteint la maturité artistique avant de les accueillir

en permanence». Elles vendent des œuvres d'artistes contemporains, œuvres qui plaisent et ne suscitent pas un réel questionnement, contrairement aux œuvres vendues dans les galeries à «risque», qui sont d'un contenu beaucoup moins accessible au public. Sur le marché montréalais, on trouve davantage de galeries commerciales, même si l'art contemporain à risque y est bien implanté.

Les galeries sont, en fait, les principaux intermédiaires entre l'artiste et le-la client-e. Elles organisent des expositions (solo ou collectives) et promeuvent leurs artistes sur le marché (publication d'articles dans des revues spécialisées, publicité, catalogues, contact avec la clientèle, etc).

Généralement, les galeries prennent en consignation les œuvres d'un-e artiste, conservant de 30% à 60% du montant de la vente. Il existe cependant des galeries qui achètent la production d'un-e artiste, mais ce procédé est surtout répandu en Europe et aux États-Unis. La plupart des galeries au Québec signent des contrats avec leurs artistes. Cela garantit ainsi aux galeristes une certaine sécurité, puisque l'argent qu'ils dépendent pour la promotion de leurs artistes n'est pas investi en vain et ne profitera qu'à eux. Il y a aussi des galeries d'arts sans but lucratif (OSBL) qui diffusent surtout l'art d'avant-garde, art dit «à très grand risque».

### ENTRE MUSÉE ET INDIGENCE

Le support public, composé des institutions muséales, est souvent considéré comme une consécration dans une carrière artistique. Mais les budgets d'acquisition (comme partout ailleurs) sont


## DES BOURSES ET DES COUPURES

Un important «acheteur» fédéral est disparu lors du budget du printemps 1995. La Banque d'œuvres d'art du Canada, qui permettait le soutien aux artistes professionnels-les canadiens-nes par l'achat d'œuvres chaque année, fut abolie. Cette collection d'œuvres (18 000 en tout) pouvait être louée à des ministères, à des organismes gouvernementaux ou à but non lucratif (OSBL). Le programme Explorations, qui aidait les jeunes artistes à entreprendre leur début de carrière, a lui aussi été victime du couperet.

Consolation, des bourses sont offertes chaque année aux artistes professionnels-les tant aux niveaux fédéral que provincial. Les candidats-es boursiers doivent s'inscrire au fédéral par l'intermédiaire du service des bourses du Conseil des Arts du Canada qui offre en arts visuels quatre types de bourses, qui vont de 2 800\$ à 31 000\$.

Au niveau provincial, c'est au Conseil des Arts et des Lettres du Québec que nos artistes peuvent effectuer une demande de bourse. Les montants maximum accordés dans les quatre premiers volets dépendent de la durée de réalisation des projets: longue durée 25 000\$, courte durée 9 000\$ et, dans le cas du cinquième volet, 7 000\$.

Le programme du «1%» du ministère de la Culture et des Communications (Québec), qui vise l'intégration des arts à l'architecture, s'applique «dans l'exécution de tout projet de construction d'un édifice public dont le coût excède 250 000\$. Le ministère chargé de l'exécution du projet est tenu d'affecter à l'embellissement intérieur ou extérieur de cet édifice une somme équivalente à 1% du coût estimatif de la construction».

Selon les chiffres du Statistique Canada pour le recensement de 1991, il y avait alors au Canada 11 450 artistes professionnels-les (cela comprend entre autres: peintres, sculpteurs-es, dessinateurs-rices, graveurs-es, photographes); au Québec, 2 880. Au fédéral, en 1993-1994, environ 300 bourses en arts visuels ont été accordées, ce qui est insuffisant pour les besoins du milieu. C'est ici que les sirènes du privé se font entendre... 

<sup>2</sup> Gilbert GAGNON, *L'évolution du financement privé des arts au Québec*, dans Première conférence internationale sur la gestion des arts: actes de la conférence tenue à l'École des Hautes études commerciales de Montréal, 22, 23 et 24 août 1991, Montréal, École des Hautes études commerciales, Chaire de gestion des arts, 1992, p. 224.




de plus en plus minimes et les artistes vivants doivent partager ce marché avec les artistes décédés.

Les gouvernements fédéral et provincial subventionnent les musées publics, achètent des oeuvres pour leurs bureaux et pour leurs sociétés publiques. Au Québec, ces achats se font par l'intermédiaire de la Collection Prêt d'Oeuvres

d'art, créée en 1982, qui aurait aujourd'hui environ 1 400 oeuvres à son actif.

Avec le retrait progressif de l'État, les conditions vont probablement se détériorer si de nouveaux acteurs-rices ne s'investissent pas davantage dans le milieu. Pour vendre, l'artiste se devra de composer avec les contingences du mar-

ché; des initiatives telles que les visites d'atelier, organisées par une galerie ou un réseau d'artistes, permettent un contact plus étroit entre artistes, acheteurs potentiels et public. Rappelons-nous que Van Gogh, qui refusait viscéralement le compromis, n'a guère profité des millions qui se sont échangés dans les salles d'enchères, un siècle après avoir été boudé. 

## CHEF-D'ŒUVRE ET BIZENESS

SUZIE LANGLOIS

Est-ce que l'aide financière cautionne une forme d'art, un style, un médium particulier? Armand Vaillancourt exprime son avis: «Moi, je suis "bloqué" partout... Les gouvernements encouragent une forme d'art qui parle pour ou avec eux, mais l'art "révolutionnaire", engagé, ils ont rien à faire avec ça, eux autres...»

Pour l'artiste, le refus du compromis se fait tester dans la «jungle» du marché de l'art. Certains-les vont modifier leur pratique, considérant le fait d'attirer le public comme faisant partie du métier. «Ça me permet de vivre de ma "vocation" plutôt que de chauffer un taxi ou travailler dans un magasin comme plusieurs», confie Rusdi Genest, sculpteur. «Donc, je suis prêt à adapter les modes et les matériaux d'expression et faire des compromis au niveau des dimensions et des techniques dans le but de vendre.»


Louise Isabelle, pour sa part, explique autrement son choix: «Bien que j'aimerais bien en vivre, mon but n'est pas que ça fonctionne... Je négocie toujours ma liberté dans un contrat...» Enfin, certains-les affirment faire le choix de l'intégrité, quitte à en «payer le prix». «Quand j'ai décidé d'être en art, ce n'était pas pour faire des compromis», affirme Armand Vaillancourt. 

PHOTO: YVES PROVENCHER



PHOTO: PHILIP PODOCK



◀ Le nouveau pavillon d'arts graphiques de l'UQAM.


## CHEF-D'ŒUVRE À L'ÉCOLE

SUZIE LANGLOIS

Le milieu académique influence aussi l'expression artistique. La majorité des artistes interrogés-les ont reçu une formation postsecondaire et tous affirment avoir eu à répondre à des critères de sélection. Le processus d'admission se fait parfois sur une base questionnable; une artiste ayant fait un baccalauréat en arts visuels explique: «Le candidat est évalué par quelques étudiants et un professeur. Une année, tu peux être refusé et l'autre, admis. C'est bien subjectif...» Cette artiste ajoute qu'elle s'est vue bien surprise d'être la lauréate du prix Jacques de Tonnancourt (réservé aux finissants-les au bacc. en arts visuels) pour une huile représentant des personnages réalistes (de style figuratif), alors que dans l'institution, les arts utilisant les nouvelles technologies semblaient davantage valorisés.

La logique qui sous-tend la politique concernant les arts et la culture adoptée en 1992, suite aux recommandations du rapport Arpin, considère les exigences du marché comme importantes dans l'éducation culturelle. Il devenait ainsi nécessaire de

favoriser la «consommation» des arts, afin que le Québec puisse s'engager sur la voie de la compétitivité avec les autres pays et provinces. Voulant répondre à ces besoins, les institutions d'enseignement sélectionnent ceux et celles qui pourront rejoindre leurs critères, ou même leurs idéologies. Dans un tel contexte, l'auto-censure pour les artistes en cours de formation est un risque patent.

Plusieurs artistes, par ailleurs, remettent en question l'académisation: «Moi, je crois beaucoup à la pulsion, à l'énergie, aux émotions; et l'école, ça crée des "enfants sages"», affirme une artiste. Pour Rusdi Genest, sculpteur depuis 30 ans, «le diplôme amène un art d'institution qui se conforme, à mon avis, beaucoup trop aux idéologies d'une élite subventionnée plutôt qu'aux réalités du marché international, réel, qui fait vivre l'artiste». D'autres voient plutôt dans le milieu académique un espace favorable à la création de contacts et une façon moins dispendieuse que l'auto-apprentissage d'accéder à une formation. 



Les locaux de Méduse, coopérative de producteurs et de diffuseurs artistiques, culturels et communautaires. Situés entre la Côte d'Abraham et la rue Saint-Vallier Est, à Québec, ils sont surmontés des «Cônes d'Abraham», antennes-girouettes, qui constituent le 1% du budget réservé à l'art intégré à l'architecture comme dans le cas des constructions gouvernementales.

# la convergence des solitaires: DES ESPACES COMMUNS

MARIO BEAULAC

Souvent perçu comme le lieu d'une expression individuelle, pour ne pas dire individualiste, le champ des arts visuels recèle en fait nombre de solidarités. Certaines d'entre elles tiennent d'un partage de visions esthétiques; en sont exemplaires les manifestes *Refus Global* et *Prisme d'yeux*, qui polarisent dans le Québec de 1948 les tenants de la modernité artistique<sup>1</sup>. D'autres gestes collectifs surgissent quant à eux de mouvances sociales plus larges, qu'il s'agisse dans les

années 60 des réformes éducatives (qui transmutent l'École des Beaux Arts en département universitaire voué à l'art) ou des alternatives de la contre-culture.

Un mouvement de prise en charge se dessine ainsi, de la *Société des arts plastiques* fondée par Jean-Paul Lemieux en 1955 (laquelle exigeait déjà une politique du 1% pour les arts) au *Conseil de la Peinture* en 1966, au *Conseil de la Gravure* en 1978 (devenu le *Conseil québécois de l'Estampe* en 1984), à celui des arts textiles en 1980... Les artistes de la sculpture, dont les besoins en matériaux et en espaces de travail sont fort onéreux, formaient en 1961 la première as-

sociation professionnelle<sup>2</sup>. Collectivement, des artistes liés par une pratique commune se munissent donc de lieux et de services, sous le signe de la coopération.

## DES ESPACES COLLECTIFS

Ces ralliements disciplinaires correspondent à une expansion rapide du monde de l'art, alimentée par un nombre croissant d'artistes, de plus en plus souvent des diplômés-es universitaires. Les courants esthétiques se multiplient aussi, ce qui provoque un pullulement de *galeries parallèles*, puisque celles-ci accueillent à la fois l'innovation et la relève.

De la communauté de création intellectuelle – celle du manifeste –, nous avons donc glissé graduellement vers une communauté regroupée autour de lieux concrets. La galerie parallèle est dans bien des cas devenue un *centre d'artistes autogéré*, espace dont la fonction varie de la salle d'exposition à la résidence d'artiste, en passant par le centre de documentation (ou englobant tout ça à la fois). Sa gestion est assumée par

1 Paul-Émile Borduas est l'initiateur du *Refus global*, alors que la figure majeure associée à *Prisme d'yeux* est Alfred Pelland.

2 Pour une synthèse historique concise: *Les générations d'artistes*, M. Fournier, IQRC, 1986.



# L'associatif VERS UN FRONT COMMUN?

MARIO BEULAC

LES ARTISTES SONT CONNUS COMME D'ÉTERNELS SOLITAIRES.

PEUVENT-ILS SE REGROUPER? JOUER L'UNION ET LA FORCE?

À CONDITION DE CHOISIR LES BONS REPRÉSENTANTS...

**L**a Commission de reconnaissance des associations artistiques a reconnu le Regroupement des artistes en Arts visuels du Québec (RAAV), comme porte-parole «officiel» du domaine des arts visuels.

Cette commission avait été créée dans la foulée de la loi 90 de 1987, qui visait à rehausser le statut des artistes de la scène, de l'écran (ciné-télé) et du disque. La loi 78 de 1988 visa plus spécifiquement les artistes des arts visuels et de la littérature, exigeant un interlocuteur représentatif des professionnels-les pour le dialogue entre l'État et le milieu des arts visuels. La reconnaissance formelle du secteur ne règle cependant pas tous les problèmes. Des griefs sérieux subsistent, les artistes réclamant toujours un meilleur régime fiscal, une attention accrue en ce qui concerne leur santé et leur sécurité, un durcissement des lois sur les droits d'auteur en leur faveur (les diffuseurs confondant et s'arrogeant encore droits de diffusion, d'exposition, de commercialisation...).

Pour les artistes, toutes ces revendications visent finalement à se donner les moyens de créer. Pour se faire, le traditionnel «l'union fait la force» est de rigueur. Toutefois, dans un domaine reconnu pour ses personnalités impérieuses, ce n'est pas là un mince mot d'ordre. Nombre d'artistes se refusent à joindre une association, sans être pour autant apolitiques; lorsqu'ils et elles en font, leurs prises de positions peuvent s'avérer assez farouches...

## ORIGINES D'UN DÉBAT

Le principe du regroupement associatif se trouve dans la genèse même du RAAV. Formé en 1989 par la concertation de cinq Conseils disciplinaires (sculpture, peinture, estampe, arts textiles, illustration), en réponse aux exigences des lois précitées, il se nomme d'abord le *Regroupement des associations d'artistes en arts visuels*.

Existant déjà avant la loi, le *Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec* (RCAAQ) réunit pour sa part des entités collectives ralliées autour de considérations pratiques,



ILLUSTRATION: CHRISTINE MANTZAVRAKOS

géographiques et esthétiques, plutôt que disciplinaires; le graveur peut y côtoyer la vidéaste aussi bien que le peintre. Soucieux de la représentation des individus auprès des instances gouvernementales, le RCAAQ interroge le fait que le RAAV constitue en somme un concile d'administrateurs, filtrant déjà les requêtes venant de la base. Le RCAAQ donne donc naissance en 1990 à l'AADRVA, ou *Association des artistes du domaine réputé des arts visuels*, sur le principe «une voix, un vote».

Alors que les associations constituant le RAAV oscillaient parfois vers le corporatisme, l'AADRVA opte pour un modèle plus coopératif. Mais comme la commission gouvernementale n'entend reconnaître qu'une seule association représentative, un combat s'engage sur le nombre d'individus que peut prétendre représenter chaque regroupement. De peine et de misère, étant donné qu'elle doit solliciter des signataires individuels, l'AADRVA réussit à cumuler autour de 500 artistes, parmi lesquels environ 350 professionnels-les. Quant au RAAV, il n'a qu'à aligner les listes de membres de ses associations constitutives, pour parvenir à un total d'environ 700 artistes. Conséquemment, l'État a reconnu le RAAV comme unique représentant des aspirations du milieu des arts visuels. Au grand dam de l'AADRVA, dont la militance ne s'arrêtait pas à ce seul dossier...

## UNE LUTTE FRATRICIDE

L'AADRVA conteste la reconnaissance du RAAV auprès de la Commission, en vain; elle porte ensuite l'affaire devant la Cour supérieure, où elle essuie un nouveau refus. Aussi dommageables que soient ces revers, l'AADRVA n'est pourtant pas au bout de ses peines. L'Association se bat parallèlement sur le front de la surtaxe outrageuse assenée aux ateliers d'artistes en arts visuels à Montréal, en 1993 et 1994. Elle réussit à

obtenir, en décembre 1994, un remboursement de 600 000 \$ de la Ville de Montréal et du ministère de la Culture et des Communications. Le hic, c'est que la restitution de cette somme sera gérée par le RAAV, l'instance officielle aux yeux du gouvernement...

L'ironie se fait plus blessante encore. Le gouvernement avait fait pression sur le RAAV, après lui avoir donné son aval, pour que celui-ci relève davantage des individus que des associations. D'où son subtil changement de nom, de regroupement d'«associations» à celui d'«artistes».

### PAX GRATIA ARTIS

«On ne s'occupe peut-être pas de politique, fondamentalement, mais la politique s'occupe de nous», disait le sculpteur Roland Dinel<sup>1</sup>. Une ère nouvelle s'ouvre désormais, dans laquelle les forces du RAAV et de l'AADRRAV devraient converger pour livrer bataille ensemble; Gaëtan Gosselin, président du RCAAQ (et l'un des trois membres fondateurs de l'AADRRAV), est aussi président du RAAV. Les rivalités se résorbent dans le même temps où les effectifs militants se confondent.

1 Cité dans *L'artiste et l'oeuvre à faire*, L. BERNIER et I. PERRAULT, IQRC, 1985, p.149.

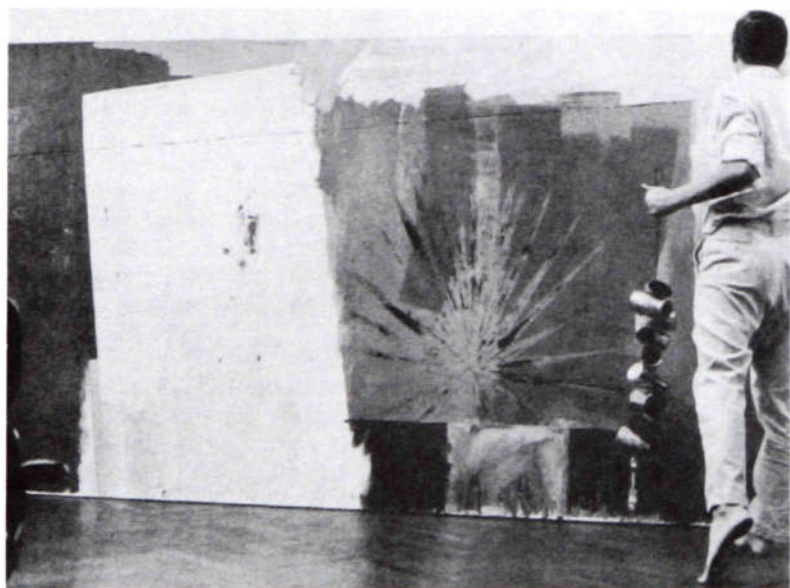


PHOTO UGO MULAS

Jasper Johns, leader du groupe des artistes géométriques.

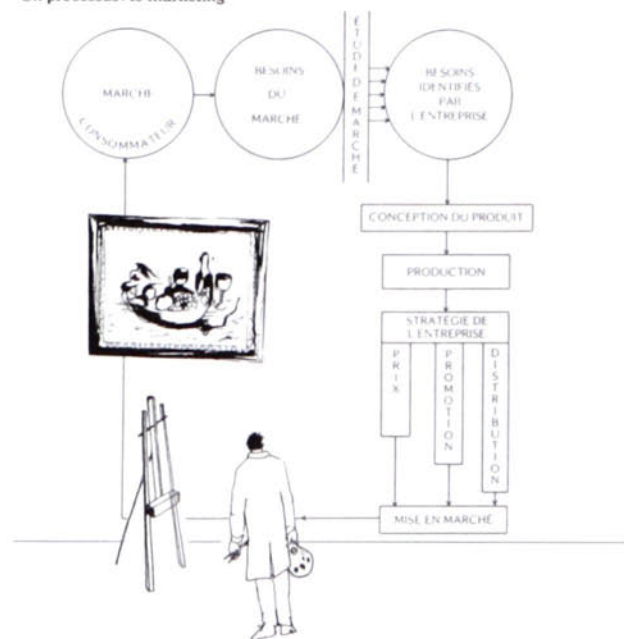
Le RAAV s'efforcera donc d'être «un organisme de représentation et de lobbying qui, à la fois, a un petit peu le rôle de protéger la profession d'artiste et de s'assurer que les conditions de la création sont les meilleures possibles», selon Jean-Michel Sivry. Il estime que le regroupement peut doubler ses effectifs, en jouant sur l'unité du milieu plutôt que sur son fractionnement. D'autre part, il y a toujours oeuvre d'éducation à faire pour raffermir l'ouverture de notre société aux arts. C'est l'une des avenues que prône le RCAAQ, qui déposait un mémoire sur la question lors des États généraux sur l'Éducation, en septembre dernier.

Le philosophe Arthur C. Danto brassait récemment les puces de nos voisins du Sud, qui oscillent dangereusement vers le retrait du support public aux arts<sup>2</sup>. Selon lui, l'intérêt énorme soulevé par la découverte de fresques préhistoriques en Ardèche (France), de même que le simple fait de leur existence à un stade précoce de notre évolution, atteste d'un lien pro-

2 *Art for Our Sake*, The New York Times, 27 août 1995, section 4, p. 15 (dans la page éditoriale d'opinion, dite «Op-Ed»).

ILLUSTRATION CHRISTINE MANTZAVRAKOS

Un processus: le marketing





**Ne manquez pas dans le prochain numéro... Mars-avril 1996**

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

ENTREVUE:

**JACQUES BÉLANGER**

**Que restera t-il de nos églises?!?**

DOSSIER:

**FISCALITÉ**

**Les gouvernements n'ont pas que des dépenses!**


fond entre l'art et les aspirations de la communauté humaine. Il en conclut qu'une facette aussi inhérente de notre nature justifie un *droit* à l'art, fondamental comme le sont les droits à la santé, à l'éducation, à la sécurité. Un front commun d'artistes ne saurait être superflu pour faire valoir ce droit, trop souvent relégué en marge de l'agenda politique. 



PHOTO: UGO MILJAS

**L'atelier de Robert Rauschenberg.**

**Femme endormie de Picasso.**



Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (CEQ)

**Au service des jeunes et des adultes dans les commissions scolaires.**

9405, rue Sherbrooke Est - Montréal H1L 6P3  
Tél.: (514) 356-0505 Téléc.: (514) 356-1324



centre st-pierre

*Pour des rendez-vous d'hiver chaleureux*

### Communication

- Parler en public (formation 18 h ou 36 h)
- Écriture journalistique (formation 21 h)
- Orchestrer sa campagne de promotion (formation 12 h)

### Intervention psychosociale

- Bioénergie et analyse transactionnelle (formation 20 h)
- Les rituels dans les passages de la vie (conférence 2 h)
- De la culpabilité à l'amour de soi (formation 12 h)

### Organisation communautaire

- Intervention en situation de conflits (formation 14 h)
- Animation créative (formation 24 h)
- Organisation d'un événement (formation 18 h)
- Travail en équipe (formation 12 h)

### Spiritualité et intervention pastorale

- Sens de la souffrance et réflexion éthique (formation 7 h 30)
- Paroles de vie pour aujourd'hui (formation 12 h 30)
- François Varillon maître spirituel (formation 10 h 00)
- Violence en héritage (formation 12 h)

### Pour informations

514-524-3561  
1212, rue Panet, Montréal, Qué.  
H2L 2Y7

## MANHATTAN SOUS LES TROPIQUES

(L. H.) Peu ou prou la superficie et la population de l'île de Montréal. Perdue au fin fond de la péninsule Malaise et amarrée au géant indonésien, la ville-État de Singapour semble être le morceau de caviar entre deux tranches de pain rassis. Mais attention, le caviar est empoisonné à l'arsenic. Et armé jusqu'aux dents!

Pas question de se laisser dévorer comme le Timor Oriental Portugais par le trop gourmand voisin indonésien. Libéré de la tutelle Britannique depuis 1965, le petit peuple a été dirigé depuis lors d'une main de fer par Lew kuan Yew, ancien compagnon de route du Parti communiste malais. «Officiellement retiré de la politique», le mandarin rouge ne se lasse pourtant pas de laisser planer son ombre. Et conduit ses concitoyens-nés vers l'excellence financière. Premier port mondial. Seconde place boursière en Asie. Leader mondial dans la fabrication de disquettes informatiques. Des revenus par habitant-e égaux à ceux du Canada. Singapour, c'est Manhattan sous les tropiques. Les cours de la bourse sont disponibles dans les vitrines par affichage électronique. ↙



# EN SINGAPOUR SURVEILLÉ

LUDOVIC HIRTZMAN

SYSTÈME DE SURVEILLANCE VIDÉO. DÉTECTEURS D'URINE DANS LES ASCENSEURS.

PERSONNES ÂGÉES CHARGÉES DE NOTER VOS ALLÉES ET VENUES.

NOUVELLE VERSION DE 1984 DE GEORGE ORWELL? PAS VRAIMENT!

C'EST TOUT SIMPLEMENT SINGAPOUR 1996.

BIENVENUE DANS L'ENFER DORÉ DU PLUS PETIT DRAGON D'ASIE...

**L**e gouvernement de Singapour en courage l'apprentissage des sciences exactes. Mathématiques, informatique, comptabilité. Le reste, c'est du temps perdu. La littérature et l'histoire sont bonnes pour les Occidentaux. Ainsi, monsieur Lee, cadre infomatique, cheveux courts, oreilles bien dégagées, costume sombre et chemise blanche, part aux aurores. Après avoir acheté le «Straits Times» (la presse est contrôlée par le gouvernement), il emprunte un métro truffé de caméras.

### POLICE!

Propre, très propre ce métro. Pas de *chewing-gum* qui traîne. La consommation est interdite et les gens dénoncent le masticoteur impénitent... si celui-ci n'a pas déjà été repéré par des policiers en civil. Les représentants de l'ordre en uniforme brillent par leur absence, mais à la moindre incartade, le gentil voisin de table peut être celui qui sort de sa poche une carte de police. Monsieur

Lee, quant à lui, rejoint son bureau où le gouvernement est en train d'installer un réseau de fibres optiques permettant l'interactivité à l'aube de l'an 2000. Pour que Singapour ne soit pas rattrapée par le temps.

Tous les soirs, la télévision dicte à Madame le meilleur menu pour décupler l'énergie familiale. Un petit écran aux programmes sans sexe ni décolletés. Seuls les baisers effleurés sont tolérés. Pour être tranquille, l'État a d'ailleurs banni les antennes satellites. À 22h, le couple Lee va se coucher. Au moment où monsieur songe à un petit calin, le téléphone sonne. Des agents du gouvernement rappellent à la famille qu'ils ont déjà deux enfants et que madame Lee ne doit pas oublier de prendre la pilule ce soir... Détail!

### LES CHIENS N'ABOIENT PAS

La joie pour la petite famille, ce sera dimanche. Ce jour-là, tout Singapour

se retrouvera sur l'île de Sentosa, sorte de parc à mi-chemin entre Disneyland et le Jardin botanique. Un lieu de rêve surveillé, où les chiens n'aboient pas. Car il est conseillé de leur couper les cordes vocales!

Les Lee, fous d'automobile, ont payé leur Honda Civic 80 000\$, grâce aux surtaxes... Mais depuis bientôt deux ans, conduire est devenu infernal. Des caméras et des capteurs sensoriels placés dans l'infrastructure routière traquent le-la conducteur-riche irrespectueux du code de la route. Ces mêmes caméras photographient le chauffard qui s'aventure dans une zone interdite à la circulation. La liberté de conduire est fonction du trafic et d'une petite carte apposée sur les pare-brise indiquant les itinéraires autorisés. Le fautif est inmanquablement sanctionné par ces radars ultraperfectionnés. Et si d'ordinaire l'impudent dépasse la vitesse maximale de 80 km/h sur autoroute, une sirène intégrée au moteur de sa voiture hurlera jusqu'à ce qu'il ralentisse. Prudente, la famille Lee préférera aller s'encanailler sur Internet, seule plage de «vraie» liberté...

### UN EXEMPLE POUR LA CHINE

«Singapore Unlimited», comme dit Monsieur Goh, actuel premier ministre, réunit tous les atouts pour produire l'homme transcodé à vision laser du 21<sup>e</sup> siècle. Rares sont les États qui s'en inquiètent. Le petit pays pourrait préfigurer la Chine du prochain millénaire. Lew kuan Yew, grand mandarin de cette ville-État, est d'ailleurs en train de livrer un petit Singapour de 600 000 habitants-es clés en main à la nouvelle cité chinoise de Suzhou...

## L'ODEUR

(L. H.) Le Chinois blanchisseur qui recevait des coups de canne des policiers hindous employés par l'administration britannique a pris sa revanche. Aujourd'hui, c'est pour le cadre amononné que l'Occident n'est plus une référence. Pauvres Occidentaux-elles! Trop décadents, trop sales, les cheveux trop longs et puis si souvent malhonnêtes. La preuve? Un homme d'affaires français a émis des chèques sans provisions l'an dernier. Cinq coups de canne plus 14 mois de prison. Les condamnations pleuvent et notamment lorsqu'elles ont trait au code de la propreté. 500\$ ÉU d'amende pour un papier jeté dans la rue!

Les balayeurs traquent impitoyablement les germes de la saleté dans les moindres recoins. Singapour est déjà en ce sens une exception en Asie. L'un des charmes de cet Orient de moins en moins mythique, ce sont ses odeurs. Odeurs des cuisines ambulantes, parfums de fruits exotiques. «L'Asie, c'est avant tout une odeur particulière», ont dit de nombreux voyageurs-ses. À Singapour, rien de tout cela. Tout est aseptisé, contrôlé. Même la vie des habitants-es.

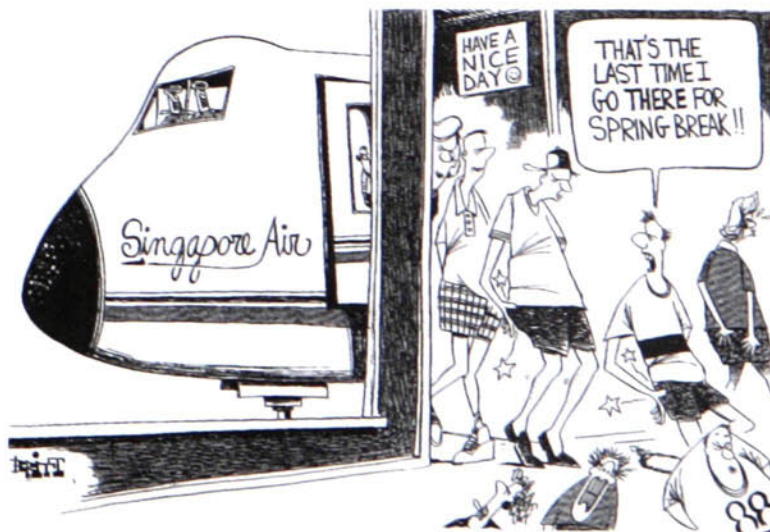
«Singapore est une ville d'amendes», dit ce t-shirt railleur.



Ce jeune États-unien a été puni par bastonnade pour vandalisme en 1994.



PHOTO: JONATHAN DRAKE



CARICATURE BRITT - NEWS TRIBUNE

PHOTO: ROBERT DOISNEAU



## LA VIE EN HLM PAR LES GENS QUI Y HABITENT

ISABELLE RIVEST

UN HLM (HABITATION À LOYER MODIQUE), QUAND ON DISPOSE DE MOINS DE 500\$ PAR MOIS, ÇA PEUT FAIRE LA DIFFÉRENCE ENTRE VIVRE ET SURVIVRE. EN EFFET, FIXÉ À 25% DU REVENU DES MÉNAGES, UN HLM NE COÛTE SOUVENT QUE LA MOITIÉ DU PRIX EXIGÉ SUR LE MARCHÉ PRIVÉ. PAS ÉTONNANT QUE LES LISTES D'ATTENTE S'ALLONGENT. ON PEUT FACILEMENT POIREAUTER PENDANT DIX ANS AVANT D'OBTENIR UN LOGEMENT! MAIS UNE FOIS LE HLM INTÉGRÉ, NOTRE PATIENCE EST-ELLE RÉCOMPENSÉE?

**La vie dans les HLM n'a rien à voir avec la vision idyllique que proposait Doisneau...**

**P**our Élise Tremblay, vivre en HLM était un rêve qui allait enfin se réaliser. Pré-retraîtée, elle a mis la main à la pâte durant les deux années qu'ont duré les travaux de rénovation précédant l'inauguration des Habitations Alexandra, à Pointe-Saint-Charles. «C'est ici que nous voulions finir nos jours», se rappelle-t-elle. «Avec notre groupe de locataires, nous voulions créer une vie communautaire, organiser des activités sociales, etc.»

Bien sûr, il y avait toutes sortes de petits inconvénients. Mais les deux premières années, c'était facile de passer par-dessus. Comme les murs, tellement minces qu'on a l'impression de cohabiter avec le voisin. «C'est tellement écho qu'on peut entendre une conversation normale du locataire d'à côté!», racontent les résidents.

Et les Habitations Alexandra sont situées au fond de la Pointe. Le transport public s'y fait rare. On peut mettre jusqu'à deux heures pour atteindre le centre-ville. «Pourquoi installer ici des personnes âgées qui ont du mal à marcher?», se demande une locataire. «Les gens font une grosse épicerie au début du mois et s'arrangent comme ils peuvent le reste du temps.» En plus, les appartements n'ont pas de balcon et sont munis d'une seule porte d'entrée. Ils ne sont donc pas sécuritaires et, surtout, pas conformes aux règlements.

### LA DÉSILLUSION

Mais le rêve a tourné au cauchemar lorsque l'Office municipal d'habitation (OMH), responsable de la gestion des HLM, a décidé, sans consultation, de changer la vocation de l'immeuble.

Autrefois destiné à des personnes pré-retraitées, on a commencé à admettre des familles. Mais la cohabitation avec des enfants, quand on aspire à la tranquillité, n'est pas toujours facile. «Les enfants brisent l'unique ascenseur de l'immeuble. Ça peut prendre une semaine avant qu'il soit réparé. Or, on a des gens malades au troisième. S'ils avaient besoin des ambulanciers, on ne sait pas comment ils pourraient s'y prendre. Ce serait la catastrophe.» En plus, ils tirent la sonnette d'alarme pour rien, font du patin à roulette dans le passage, brisent les boyaux d'extincteurs...

Ce n'est pas que Mme Tremblay soit plus intolérante qu'une autre à l'égard des jeunes. C'est que les familles qui ont été dirigées aux Habitations Alexandra ont en commun d'avoir de gros pro-

# QUI A PEUR DES ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES?

I. RIVEST

À Granby, une locataire a demandé de faire retirer le tapis recouvrant toute la surface de son HLM. Caprice? Non! Ses trois enfants souffrent d'asthme. Le directeur de l'Office a pourtant refusé. Et la dame, qui ne veut pas perdre son logement, devra vivre avec le problème. Une association de locataires aurait pu l'aider à défendre sa cause. C'est d'ailleurs pourquoi on songe, à Granby, à en mettre une sur pied.

Mais une association de locataires, ça ne sert pas seulement à s'occuper des problèmes. À Place Lachine, par exemple, les membres de l'association ont réalisé plusieurs projets communautaires, comme une halte-repas pour les écoliers-ères, un service de soutien pour les devoirs et les leçons, ainsi qu'une maison de loisirs pour les jeunes de 12 à 17 ans.

Les locataires de Place Lachine ont eu la chance de pouvoir compter sur la collaboration de leur

OMH. Mais c'est loin d'être le cas partout. À Bromont, après avoir refusé de reconnaître l'association, l'Office s'est opposé au projet de planter des arbres et des fleurs sur le site de l'immeuble. «Toute plantation effectuée sur les terrains sans la permission de l'Office sera arrachée et l'endroit sera tourbé de nouveau aux frais des locataires», a-t-on répondu aux résidents-es.

«Dans les OMH», affirme Robert Pilon, qui travaille à la Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec (FLHMQ), «il y a plein de petits potentats qui voient d'un mauvais oeil la création d'une association de locataires. Ils ont peur de perdre une partie de leurs pouvoirs. Et les directeurs qui collaborent avec les associations de locataires se font critiquer: on les accuse d'occasionner une charge de travail supplémentaire.»

En théorie, tout le monde affirme appuyer les initiatives des locataires. Mais en pratique, l'attitude pour le moins passive de nombreuses OMH peut venir à bout des individus les plus déterminés. ☹

blèmes. Après les familles, l'OMH a décidé de réserver une partie de l'immeuble pour des jeunes de 18 à 25 ans ayant connu de graves problèmes et qui sont en réadaptation. Certains d'entre eux ont encore des comportements suicidaires. Justement, un logement vient d'être libéré. Un des jeunes s'est enlevé la vie.

«On nous avait promis que notre immeuble serait destiné à une clientèle pré-retraîtée», explique Élise Tremblay. «Mais on peut faire des plaintes tant

qu'on veut, l'OMH ne fait rien. On les dérange toujours. Quand on veut prendre rendez-vous, on nous répond qu'on est trop occupé. Et quand on arrive à leur parler, on nous dit de nous mêler de nos affaires, qu'en tant que locataires, on n'a pas notre mot à dire.»

## HABITATIONS JEANNE-MANCE

Au cœur du centre-ville, l'immense complexe des Habitations Jeanne-Mance illustre à lui seul la sombre réputation acquise par les HLM. Ses cinq grandes tours d'habitation sont pratiquement

## Les Habitations Jeanne-Mance, à Montréal.

## Les Habitations Alexandra. ▶



PHOTO: COURTOISIE ASSOCIATION DES LOCATAIRES DES HABITATIONS JEANNE-MANCE

devenues synonymes d'anonymat. Situé autour de terrains vagues, dans la partie la plus insécuritaire de la rue Sainte-Catherine, les locataires sont ensevelis sous les problèmes entraînés par la prostitution, comme les seringues usagées qui jonchent les sols, ainsi que par les vols et le vandalisme.

Un gardien veille à la sécurité. Si d'aventure, les locataires lui signalent une infraction (quelqu'un qui tente de s'introduire dans un logement en passant par le balcon, par exemple), il leur répond d'appeler la police eux-mêmes. «Avec toute la violence au centre-ville, je pense qu'il doit avoir peur lui-même. Et je peux le comprendre!», lance Jacqueline en riant.

Pourtant, Angela n'a pas hésité lorsqu'on lui a offert d'aller vivre dans un HLM de Jeanne-Mance. Il faut dire qu'elle connaissait alors une situation très difficile: avec son mari et ses quatre enfants (dont un qui souffre d'asthme), Angela devait joindre les deux bouts avec les maigres 800\$ par mois concédés par l'aide sociale. Et le 4 1/2 mal entretenu qu'elle habitait dans Côte-des-Neiges lui coûtait 450\$ par mois...

Aujourd'hui, Angela habite une petite maison, l'équivalent d'un 6 1/2. Ce qu'elle aime, en plus d'avoir un logement confortable, c'est que ses enfants grandissent dans un entourage multi-ethnique. En effet, plus d'une trentaine de nationalités se côtoient avec harmonie. «Les enfants se font des amis de toutes les origines. Ils ne connaîtront pas de problème de racisme plus tard», espère-t-elle.

Et ce n'est pas tout. Entre locataires, on développe des amitiés et on échange des services. «Mon enfant était malade et je devais aller au travail. Ma voisine m'a dépannée et ne m'a rien demandé en échange», raconte Carmen, une autre résidente. On peut dire que Jeanne-Mance l'a sauvée, elle aussi, in extremis: quand elle est venue s'y installer, son mari venait de l'abandonner et elle allait donner naissance à un deuxième enfant...

### L'OMH NE RÉPOND PLUS

Pourtant, malgré les énormes avantages, de nombreux locataires déchantent rapidement. En ce moment, Carmen craint de perdre son logement et de s'en faire assigner un autre, plus petit. C'est que son frère, qui avait emménagé avec

C'est la façon froidement bureaucratique avec laquelle fonctionnent de nombreuses OMH qui rend la vie des locataires si difficile.



À Jeanne-Mance, rencontre d'information avec les pompiers.

PHOTO: COURTOISIE ASSOCIATION DES LOCATAIRES DES HABITATIONS JEANNE-MANCE

elle, est parti. Et dès que la composition d'un ménage change (si un enfant quitte ses parents ou s'il y a décès), l'Office municipal d'habitation procède habituellement à la relocalisation des locataires, souvent sans consultation des principaux intéressés-es.

Or, c'est la façon froidement bureaucratique avec laquelle fonctionnent de nombreuses OMH qui rend la vie des locataires si difficile. Pierre Hamel en sait quelque chose. Il a passé toute sa vie rue Saint-Hubert, près du parc Lafontaine, un quartier auquel il est très attaché. Quand on lui a proposé un HLM dans l'ouest de la ville, c'était comme si on le condamnait à l'exil. Il a accepté, mais en espérant être rapidement transféré. Il ne se doutait pas des mésaventures qui l'attendaient.

Grâce à sa détermination, Pierre a tout de même réussi à trouver un logement à Jeanne-Mance. «C'était comme une libération», se rappelle-t-il. Mais il n'en revient pas. Son dossier de correspondance avec l'OMH fait un pouce d'épais! «Je les appelle les mandarins de l'Office!», raconte-t-il aujourd'hui.

«Une fois qu'on habite un HLM, c'est très difficile d'être relocalisé», affirme Guillaume Dostaler, qui travaille au Comité logement Centre-Sud. «À moins d'être une personne cardiaque qui habite Jeanne-Mance et qui prouve que

des problèmes de stress peuvent lui poser de graves problèmes, les chances d'obtenir satisfaction sont bien minces!»

Le problème, dans les HLM, c'est que les résidents sont à la merci des responsables de leur OMH. Comme il y a beaucoup d'insatisfactions sur des questions de rénovations, de transferts, de règlements, de sécurité, etc., certaines d'entre elles sont peut-être tentées de faire taire les critiques. Des OMH poussent parfois la mauvaise volonté jusqu'à s'opposer à la mise sur pied d'une association de locataires. Des gens organisés et informés de leurs droits pourraient se montrer beaucoup plus exigeants.

Les HLM sont-ils adaptés à tout le monde? Mario Bousquet, qui travaille à l'accueil Bonneau, ne le croit pas. «Les gens qui ont passé plus de dix ans dans la rue sont tellement désorganisés qu'ils briseraient tout et se feraient rapidement expulser d'un appartement sans supervision. Aussi, offrir un logement social sans support communautaire à une personne toxicomane, c'est lui donner plus d'argent pour consommer», affirme-t-il.

C'est bien connu, il faut attendre une éternité avant d'obtenir un HLM. Mais le manque de logements avec support communautaire pour les personnes toxicomanes, itinérantes ou ex-psychiatriées se fait cruellement sentir.



Groupe Robert, Boucherville  
1 119 emplois

Avec ses entreprises partenaires

# LE FONDS INVESTIT DANS L'EMPLOI!

LE  
**FONDS**  
DE SOLIDARITÉ  
DES TRAVAILLEURS  
DU QUÉBEC (FTQ)



SHERMAG, Sherbrooke  
Emplois : 510



# LA RECETTE DU BONHEUR C'EST...

*des emplois de qualité.*

